

Bénin



Guide de l'investissement au Bénin
Opportunités et conditions
Janvier 2010



Nations Unies



NATIONS UNIES

GUIDE DE L'INVESTISSEMENT AU BÉNIN

Opportunités et conditions
Janvier 2010



NATIONS UNIES
New York et Genève, 2010

CNUCED

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a été fondée en 1964 en tant qu'organisme intergouvernemental permanent. Elle a pour objectif principal de maximiser les possibilités de commerce, d'investissement et de développement des pays en développement afin de les aider à relever les défis découlant de la mondialisation et à s'intégrer dans l'économie mondiale sur une base équitable. La CNUCED compte 193 États membres. Son secrétariat est établi à Genève, en Suisse, et fait partie du Secrétariat des Nations Unies.

CCI

La Chambre de commerce internationale (CCI) est l'organisation mondiale des entreprises. C'est le seul organisme reconnu comme porte-parole des sociétés de tous les secteurs dans toutes les parties du monde. Elle regroupe des milliers de membres, d'entreprises et d'associations de 130 pays. La CCI favorise un système ouvert de commerce et d'investissement international et l'économie de marché dans le cadre d'un développement et d'une croissance durables. Elle établit des règles qui régissent la conduite des affaires au-delà des frontières. Au cours de la première année d'existence des Nations Unies, le Conseil économique et social lui a accordé un statut consultatif du plus haut niveau (catégorie A), maintenant appelé statut consultatif général.

Remarque

Le terme « pays » utilisé dans la présente étude désigne également, s'il y a lieu, des territoires ou des régions; les désignations utilisées et la présentation des données n'impliquent, de la part du Secrétariat des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, territoire, ville ou zone, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières ou limites. De plus, les désignations des groupes de pays ne sont utilisées que pour des raisons de commodité statistique ou d'analyse et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement atteint par tel ou tel pays ou zone.

Sauf indication contraire, le terme « dollar » (\$) s'entend du dollar des États-Unis d'Amérique.

Trois bonnes raisons d'investir au Bénin

- **Une stabilité politique et une situation géographique stratégique**

Le Bénin a réussi le pari d'une transition démocratique depuis les années 1990 qui s'est achevée par l'instauration des libertés individuelles et l'installation des institutions républicaines. Les différentes réformes entreprises depuis ont permis au Bénin de disposer d'une stabilité politique et d'entretenir des relations pacifiques avec les pays limitrophes. Le Bénin a également renforcé son système politique en organisant, selon des échéances définies, plusieurs élections, dont quatre présidentielles.

Le Bénin jouit d'une position géographique stratégique dans l'espace ouest-africain. Ouvert sur le Golfe de Guinée, il est considéré comme une porte d'entrée maritime pour les pays enclavés de l'hinterland : le Niger, le Burkina Faso et le Mali. Son appartenance à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lui ouvre un marché potentiel de plus de 200 millions de consommateurs. Des négociations sont également en cours avec l'Union européenne pour un Accord de partenariat économique, afin de remplacer les Accords de Cotonou.

Outre l'accès au marché régional, le Bénin dispose d'un accès privilégié au marché international grâce à son statut de pays moins avancé (PMA). Il bénéficie des avantages de la loi sur les opportunités et la croissance en Afrique (AGOA) et du libre accès au marché européen en franchise de droit et de contingent grâce à l'initiative « Tout sauf les armes » (TSA) de l'Union européenne.

- **Une économie libérale**

Le Bénin a fait de grands efforts pour améliorer son environnement politique et juridique, son climat des affaires et ses services de facilitation aux investisseurs.

La Constitution du 11 décembre 1990 a consacré le droit de propriété, le principe d'égalité de traitement de toute personne devant la loi, le droit de libre établissement sans distinction de nationalité et le principe du traitement national en matière d'investissements. Un nouveau code des investissements a été adopté et une agence de promotion, le Centre de promotion des investissements (CPI), a été créée. La nette amélioration du cadre de l'investissement et le vaste programme de privatisation et de libéralisation ont permis au Bénin d'enregistrer une augmentation significative des flux entrants d'investissements étrangers directs (IED), bien qu'ils demeurent encore faibles.

La croissance était estimée selon l'INSAE à 5 % en 2007 et devait atteindre 7,4 % en 2008, sous l'impulsion des services liés à l'amélioration de la compétitivité du port de Cotonou et à l'expansion de ses capacités. Cependant, la récession globale aurait eu un effet. Le redressement de la production de coton pourrait également contribuer à soutenir la croissance économique.

- **Des domaines d'investissement en pleine expansion**

Le Bénin est doté d'un large potentiel encore inexploité dans plusieurs secteurs d'activité : agro-industrie, tourisme, mines, énergie et hydrocarbures.

Le désengagement prudent de l'État dans certains secteurs à potentiel comme l'agriculture (le coton), les télécommunications, les activités portuaires (gestion du port de Cotonou), le secteur bancaire ou celui de l'énergie constitue également une opportunité pour les entreprises qui désirent s'installer au Bénin.

Remerciements

Le Guide de l'investissement au Bénin a été réalisé par la Division sur l'investissement et les entreprises de la CNUCED à la demande du Gouvernement. Il se base sur des informations réunies au cours d'une mission exploratoire en juin 2008 par une équipe de la CNUCED et reflète les informations disponibles alors. La mission a reçu la pleine coopération des ministères et organismes compétents, et en particulier du Centre de promotion des investissements (CPI). La mission a également bénéficié des vues du secteur privé, tant local qu'étranger, de la société civile et de la communauté internationale résidente, en particulier des donateurs bilatéraux et des organismes de développement. Une version préliminaire de ce guide a été examinée avec les parties prenantes lors d'un atelier de travail à Cotonou en mai 2009. Ce guide tient compte des commentaires reçus à cette occasion.

Ce guide a été préparée par Riad Meddeb, Marwane Mansouri et Ian Richards, sous la direction de Lena Chia. Mercedes Canton-Rodriguez a fourni le soutien administratif. Ce guide a été financé par la France et la Norvège. PNUD Bénin a fourni les photos. Le guide a été conçu et mis en page par Nelson Vigneault.

Avis au lecteur

Ce document est publié dans le cadre de la série des guides d'investissement CNUCED-CCI, qui vise les investisseurs étrangers peu renseignés sur les pays couverts. Ces guides se veulent donc davantage un aperçu de lieux d'investissement potentiels que des ouvrages de référence complets ou des manuels pratiques détaillés. Ils indiquent toutefois des sources de renseignements supplémentaires dans les secteurs privé et public.

Ces publications possèdent deux caractéristiques qui sont dignes d'intérêt pour le lecteur. Tout d'abord, les guides sont réalisés par une tierce partie et brossent un tableau équilibré et objectif des conditions d'investissement. Leur crédibilité est sans aucun doute leur principal avantage quand il s'agit d'attirer l'attention des investisseurs. Enfin, leur structure générale et une partie de leur contenu particulier sont le fruit de consultations avec le secteur privé.

Le sommaire est suivi d'un bref chapitre d'introduction. Suivent trois chapitres représentant la majeure partie du contenu. Le chapitre intitulé « Le contexte commercial » décrit les conditions générales dans lesquelles les investisseurs doivent exercer leurs activités : situation macroéconomique, infrastructures, fiscalité, ressources humaines etc. Le chapitre intitulé « Domaines de possibilités » décrit les domaines d'intérêt potentiel pour les investisseurs étrangers, tandis que celui intitulé « Cadre réglementaire » traite des règlements qui régissent l'investissement en général et l'investissement étranger direct en particulier.

Le Centre de promotion des investissements (CPI) constitue la principale source de renseignements supplémentaires pour les investisseurs souhaitant étudier les possibilités d'investissement au Bénin.

Préface

L'investissement étranger direct est largement reconnu comme un apport potentiel important à la croissance et au développement. Il peut en effet apporter capital, technologie, savoir-faire et accès à de nouveaux marchés. Il est également plus stable et représente un engagement à plus long terme envers le pays hôte que d'autres formes de flux de capitaux.

Les guides d'investissement sont une initiative conjointe de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de la Chambre de commerce internationale (CCI). Ce projet a pour but de réunir deux parties dont les intérêts se complètent : des entreprises qui cherchent de nouveaux lieux d'investissement et des pays qui recherchent de nouveaux investisseurs.

Cette démarche n'est pas toujours simple car les sociétés suivent leurs stratégies mondiales tout en étant attirées par certaines possibilités, et les pays ont des objectifs économiques et sociaux qui dépassent l'attraction d'investissements étrangers.

Les guides d'investissement CNUCED-CCI sont donc considérés à juste titre comme faisant partie d'un processus à long terme au cœur duquel on retrouve un dialogue constant entre les investisseurs et les gouvernements. Les guides en eux-mêmes résultent d'un dialogue entre les représentants de sociétés, d'une part, et du gouvernement, d'autre part, au cours des séminaires qui précèdent la réalisation des guides. Nous espérons que les guides contribueront à leur tour au dialogue en le fortifiant et en le maintenant, car nous sommes persuadés qu'avec le temps, c'est ce dialogue seul qui créera des conditions toujours plus favorables à de plus grands flux d'investissements ayant une incidence sur le développement.



Supachai Panitchpakdi
Secrétaire général
CNUCED



Jean Rozwadowski
Secrétaire général
CCI

SIGLES ET ACRONYMES

ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique	DASP	Direction d'appui au secteur privé
ADPIC	<i>Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce</i>	ERSUMA	École régionale supérieure de la magistrature
AFACEB	Association des femmes d'affaires et chefs d'entreprise du Bénin	EVP	Équivalent vingt pieds
AGOA	African Growth and Opportunity Act (loi sur les opportunités et la croissance en Afrique)	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
AIC	Association interprofessionnelle du coton	FBCF	Formation brute de capital fixe
AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements	FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
APE	Accords de partenariat économique	FFOM	Forces, faiblesses, opportunités et menaces
BAD	Banque africaine de développement	FIDA	Fonds international de développement agricole
BCEO	Bureau central des études d'outre-mer	FMI	Fonds monétaire international
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest	FS Internet	Fournisseurs de services Internet
BIC	Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux	FUPRO	Fédération des unions de producteurs
BID	Banque interaméricaine de développement	GATS	<i>Accord général sur le commerce des services</i>
CAF	Coût, assurance et fret	GATT	<i>Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce</i>
CARDER	Centre d'action régional pour le développement rural	GIE	Groupement d'intérêt économique
CCI	Chambre de commerce internationale	IBCG	Industrie béninoise des corps gras
CCIB	Chambre de commerce et d'industrie du Bénin	IED	Investissement étranger direct
CCJA	Cour commune de justice et d'arbitrage	IRVM	Impôt sur les revenus de valeurs mobilières
CDD	Contrat à durée déterminée		
CDI	Contrat à durée indéterminée		
CEB	Communauté électrique du Bénin	NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	NTIC	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale		
CENAPI	Centre national de la propriété industrielle	OAPI	Organisation africaine de la propriété intellectuelle
CET/BOT	Construire-Exploiter-Transférer/ Build-Operate-Transfer	OBOPAF	Observatoire des opportunités d'affaires du Bénin
CFA	Communauté financière africaine	OBRGM	Office béninois de recherches géologiques et minières
CFE	Centre de formalités des entreprises (dit « guichet unique »)	OBSS	Office béninois de sécurité sociale
CI	Code des investissements	OCBN	Organisation commune Bénin-Niger des chemins de fer et des transports
CIPB	Conseil des investisseurs privés au Bénin		
CIRDI	Convention/Centre pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États	OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	OIT	Organisation internationale du travail
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	OMC	Organisation mondiale du commerce
COBENAM	Compagnie béninoise de navigation maritime	OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
CPI	Centre de promotion des investissements	ONU	Organisation des Nations Unies
CTD	Commission technique de dénationalisation	OPT	Office des postes et télécommunications
CTI	Commission technique des investissements	PAC	Port autonome de Cotonou
		PADME	Projet d'appui au développement des microentreprises
		PAG	Programme d'action du gouvernement

PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petite et moyenne entreprise
PMI	Petite et moyenne industrie
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPTE	Initiative internationale pour l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
R-D	Recherche-développement
RFU	Registre foncier urbain
SA	Société anonyme
SARL	Société à responsabilité limitée
SBEE	Société béninoise d'eau et d'électricité (anciennement); maintenant : Société béninoise d'énergie électrique
SCS	Société en commandite simple
SGP	Système généralisé de préférences
SNC	Société en nom collectif
SOBEMAP	Société béninoise des manutentions portuaires
SONACOP	Société nationale pour la commercialisation des produits pétroliers
SONAPRA	Société nationale pour la promotion agricole
SONEB	Société nationale des eaux du Bénin
SONICOG	Société nationale pour l'industrie des corps gras
STN	Société transnationale
SYSCOA	Système comptable ouest-africain
SYSCOHADA	Système comptable OHADA
TEC	Tarif extérieur commun
TFU	Taxe foncière unique
TPC	Taxe préférentielle communautaire
TPU	Taxe professionnelle unique
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEM	Union économique et monétaire
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
VPS	Versement patronal sur salaires

Série des guides d'investissement publiés

- *An Investment Guide to Ethiopia*, 1999; édition révisée, nouveau format, 2004
- *Guide de l'investissement au Mali*, 2000; édition révisée, nouveau format, 2004; édition révisée 2006
- *An Investment Guide to Bangladesh*, 2000
- *An Investment Guide to Uganda*, 2001; édition révisée, 2004
- *An Investment Guide to Mozambique*, 2002
- *An Investment Guide to Nepal*, 2003
- *An Investment Guide to Cambodia*, 2003
- *Guide de l'investissement en Mauritanie*, 2004
- *An Investment Guide to East Africa*, 2005
- *An Investment Guide to Kenya*, 2005
- *An Investment Guide to Tanzania*, 2005
- *An Investment Guide to Rwanda*, 2006, réimprimé en 2008
- *Guide de l'investissement au Maroc*, 2009

TABLE DES MATIÈRES

Trois bonnes raisons d'investir au Bénin	III
Remerciements	IV
Préface	V
Sigles et acronymes	VI
Série des guides d'investissements CNUCED-CCI publiés	VIII
Table des matières	IX
Résumé	1
Les investisseurs sont les bienvenus	1
Les avantages	1
Les possibilités	1
Les priorités du gouvernement	2
Les défis	2
Les tendances des IED	3
Les perspectives	3
Fiche signalétique du Bénin	4
Le Bénin et les pays limitrophes	5
I – Introduction	7
Pays et population	7
Histoire et gouvernement	7
Les dates importantes qui ont marqué l'histoire du Bénin	7
Taille du marché et accès	8
Priorités du gouvernement	10
Privatisation	10
II – Le contexte économique et social	13
Contexte économique	13
Commerce et investissement	15
Investissement	17
Infrastructures et services publics	17
Les services	21
Le secteur privé au Bénin	23
III – Domaines de possibilités	25
Introduction	25
Domaines prioritaires	25
Les principales filières dans l'agriculture	26
Le tourisme et ses filières	28
Les possibilités minières	28
Matériaux et combustibles fossiles	29
Autres potentiels miniers	30
Autres possibilités d'investissement	30
IV – Cadre réglementaire	33
Système législatif et judiciaire	33
Entrée et sortie	34
Immobilier et permis de construire	36
Protection de l'investissement	38
Cadre fiscal	39
Concurrence et liberté des prix	45
Annexes	46
Annexe 1. Principaux investisseurs étrangers	46
Annexe 2. Sources d'information	48
Bibliographie et principaux règlements et lois applicables à l'investissement	48
Contacts	51
Annexe 3. Jours fériés et jours de travail	54
Annexe 4. Privatisation	55



Les investisseurs sont les bienvenus

Les autorités se sont clairement engagées à attirer les IED afin de répondre à leurs objectifs de développement et de dynamiser le rôle du secteur privé dans l'économie nationale.

La Constitution du 11 décembre 1990 a consacré le droit de propriété, le principe d'égalité de traitement de toute personne devant la loi, le droit de libre établissement sans distinction de nationalité et le principe du traitement national en matière d'investissements.

Le Code des investissements garantit à toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère, la liberté d'entreprendre toute activité autorisée par l'État. L'investisseur jouit également de la liberté de gestion et de transfert des capitaux. Le Code des investissements accorde une priorité et des avantages aux entreprises qui contribuent à la valorisation des ressources locales et à la création d'emplois et de valeur ajoutée. Il prévoit un régime de droit commun, cinq régimes privilégiés et un régime dit spécial.

Les avantages

Les réformes institutionnelles et les résultats macro-économiques positifs depuis ces dernières années ont débouché sur une croissance économique solide, une amélioration des finances publiques et un taux d'inflation modéré.

Le Bénin a mis en place un cadre institutionnel qui facilite grandement les investissements privés. En effet, en vue de soutenir le secteur privé dans sa mission essentielle de moteur du développement, l'État béninois a, en collaboration avec les intervenants du secteur privé, mis en place des services de facilitation de l'investissement, dont le Centre de formalités des entreprises et le Centre de promotion des investissements (CPI).

Cette institution apporte un soutien aux investisseurs désirant développer leurs activités sur le territoire béninois. Elle leur fournit la documentation et les informations nécessaires pour investir dans des secteurs ciblés et en exploiter les créneaux. Le CPI joue aussi un rôle d'accompagnateur des investisseurs pour assurer les premières formalités : modalités d'installation, relation avec l'administration et identification des partenaires.

Les possibilités

Le potentiel des possibilités reste encore largement sous-exploité, que ce soit dans l'agroalimentaire, la transformation du coton, les mines, la pêche et l'élevage, le développement touristique et les télécommunications. Ainsi, il existe des possibilités réelles d'investissement au Bénin.

S'agissant de l'agriculture et de l'agroalimentaire, le Bénin dispose de 80 % de terres arables dont seulement 20 % sont utilisées. La filière des ananases constitue une filière émergente au Bénin, comme celles de l'ananas, du café, du riz ou du manioc, offrant ainsi un énorme potentiel de développement.

La filière du coton est la plus développée au Bénin. À l'origine d'une part très importante des recettes d'exportation, elle offre de possibilités de développement de créneaux porteurs (traitement des graines de coton) et de création d'unités industrielles dans le secteur du textile et de l'habillement.

L'égrenage du coton offre de réelles opportunités dans deux secteurs industriels encore sous-exploités : la fibre textile et les oléagineux, qui constituent au Bénin des exemples de développement et d'exploitation certes limités dans leur nombre, mais très probants.

Concernant le domaine de l'élevage, le Bénin importe des animaux des pays voisins et de la viande surgelée d'Europe. Il existe donc des possibilités pour des investisseurs et acteurs économiques dans la mise en place de fermes d'élevage et de production de produits laitiers.

S'agissant de la pêche, le niveau actuel de la production est d'environ 12 000 tonnes en mer et 30 000 tonnes dans les eaux continentales. Il existe un déficit qui pourrait être comblé par le développement et la promotion de la pisciculture. Ainsi la création de chaînes de froid pour la conservation des produits halieutiques représente un créneau porteur.

Le tourisme au Bénin est en croissance et présente des possibilités d'exploitation très appréciables, notamment en matière d'infrastructures hôtelières, ainsi qu'en matière de loisirs et de découverte (cordons littoraux, lagunes, cascades).

Le safari-tourisme et le tourisme culturel (« route des esclaves », culte vaudou, route des pêches, villages des rois) peuvent également, selon les experts, être développés.

La libéralisation du secteur des télécommunications par l'État a permis de diversifier l'offre, proposant aux investisseurs des niches à développer.

Le secteur minier présente d'énormes potentialités aux investisseurs. Plusieurs programmes de prospection ont été réalisés et une cartographie dressée en conséquence. Des ressources variées ont été identifiées (or, fer, phosphates, matériaux de construction et combustibles fossiles comme le pétrole).

Il en est de même pour l'immobilier, où des chantiers de construction sont programmés ou lancés dans l'habitat, les bâtiments et travaux publics (BTP), les logements économiques, l'hôtellerie, etc.

Les priorités du gouvernement

Après une première phase de libéralisation de l'économie, les priorités actuelles du gouvernement, qui ont été énoncées lors du discours d'investiture du chef de l'Etat le 6 avril 2006, portent sur la volonté de relever les défis de la croissance économique accélérée et du développement du capital humain pour faire du Bénin un pays émergent, et ce, en faisant la promotion d'une gouvernance concertée, en soutenant le secteur privé, en développant les infrastructures et en appuyant le développement à la base.

L'objectif global des *Orientations stratégiques de développement du Bénin 2006-2011*, stratégie du gouvernement, est double :

- créer et dynamiser des pôles de croissance et de développement;
- réduire de façon significative la pauvreté.

Il s'agit d'un objectif à fort effet d'entraînement dont la réalisation passe par la prise en compte de toutes les préoccupations dégagées du diagnostic stratégique. Il permet de conduire harmonieusement la croissance économique et le développement social.

Dans le but de relever les défis de la compétitivité de l'économie, de l'attractivité de l'espace national,

de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et surtout de la bonne gouvernance, ces orientations stratégiques portent pour la période 2006-2011 sur les points suivants :

- reconstruire une administration moderne et efficace, au service de l'intérêt général et du développement du secteur privé;
- assainir le cadre macroéconomique et maintenir sa stabilité;
- promouvoir le renouveau économique par la mise en place d'un environnement économique et institutionnel de norme internationale et par la diversification de l'économie;
- développer les infrastructures de qualité nécessaires à l'accroissement des investissements privés;
- renforcer le capital humain pour améliorer la productivité de l'économie nationale;
- assurer un développement équilibré et durable de l'espace national.

Les défis

La croissance économique du Bénin dépend en grande partie de facteurs exogènes. Actuellement, l'économie est largement dépendante de la filière cotonnière, qui est le « poumon » de l'économie et de l'activité du port de Cotonou.

La dynamique des réformes, surtout en ce qui concerne, d'une part, les privatisations et, d'autre part, la création d'un climat favorable aux affaires par la promotion de la sécurité juridique et judiciaire, ainsi que la lutte contre la corruption, constitue le principal défi que doit relever l'économie béninoise aux fins de développement du secteur privé et de l'accroissement des investissements directs étrangers.

Un autre défi à relever serait la diversification de la production agricole par la création de nouvelles filières de produits exportables et la promotion d'un secteur industriel qui stagne à 13 % du PIB depuis le début des années 1990.

Cependant, afin d'attirer et de dynamiser le développement du secteur privé, les autorités se sont engagées à accélérer les réformes fiscales, à faciliter la création d'entreprises et à renforcer les capacités du Centre de promotion des investissements afin qu'il joue un rôle clé dans l'attraction des IED.

Les tendances des IED

Les réformes introduites par les autorités béninoises ont permis de rétablir les équilibres macroéconomiques, d'accélérer l'intégration du pays dans l'économie mondiale et d'améliorer le cadre de l'investissement. Ces réformes ont également été à l'origine de la privatisation de nombreuses entreprises publiques et de l'ouverture de certains secteurs (banques, tourisme, téléphonie mobile, service portuaire, etc.). Le résultat a été une forte augmentation des flux entrants d'IED pendant la première partie des années 1990. Après la chute spectaculaire de 1994, il y a eu une reprise progressive des flux entrants à partir de 1995 sans toutefois atteindre les niveaux de 1991. Cette évolution des IED est illustrée dans le graphique 1 ci-dessous.

Le total des IED au Bénin entre 1998 et 2004 a doublé pour atteindre 63 millions de dollars américains par rapport à 32 millions de dollars en 1998. Suivant un pic en 2007, les IED sont en baisse. Dans le court terme, avec la récession mondiale, il est prévu que cette tendance se poursuive. Les IED proviennent principalement de la France, du Danemark et de la Chine.

Le poids relativement faible des IED et leur rôle « tardif » dans le processus de création de richesses au Bénin sont dus au fait que le seul secteur qui a bénéficié de manière substantielle des investissements étrangers reste le secteur secondaire, lequel représente 13 % du PIB.

Les perspectives

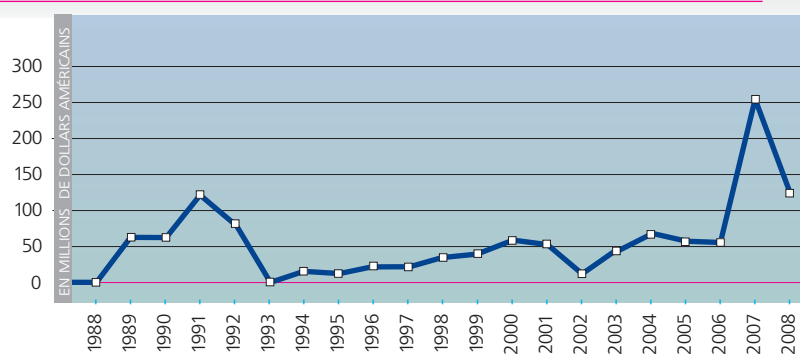
Le bilan d'une dizaine d'années de libéralisation économique au Bénin dégage de nombreux points positifs, y compris de grands efforts pour améliorer son environnement politique et juridique, son climat des affaires et ses services de facilitation aux investisseurs. Toutefois, de nombreux progrès restent à faire en matière de réduction de la pauvreté, de diversification des exportations, ainsi que d'amélioration de la productivité et de la compétitivité.

Dans ce contexte, les IED, couplés à l'aide publique au développement, pourraient jouer un rôle essentiel dans l'amélioration de la compétitivité du pays.

Les dépenses d'infrastructure ont fortement augmenté et les bailleurs de fonds ont débloqué des sommes importantes. Le Compte du défi du Millénaire (MCA – Millennium Challenge Account) a octroyé un don de 307 millions de dollars américains au Bénin en 2006 pour lui permettre d'avancer vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Dans le cadre de la politique du gouvernement de faire du Bénin un pays émergent, on améliorera certainement la capacité du Bénin à attirer et à bénéficier des IED si l'on relève les défis (OMD).

Graphique 1 : ÉVOLUTION DES IED AU BÉNIN 1988-2008



Source : Base de données du CNUCED

Fiche signalétique du Bénin

Dénomination officielle	République du Bénin, depuis le premier mars 1990
Système politique	Le régime politique adopté est de type présidentiel avec un multipartisme intégral. Le Président de la République et les députés l'Assemblée nationale sont élus au suffrage universel direct.
Chef de l'État	Thomas Boni YAYI, chef de l'État et chef du gouvernement
Vie associative	Plusieurs associations actives dans les domaines sociaux
Décentralisation	Le territoire comprend 12 circonscriptions administratives (départements) et 77 communes. On distingue deux catégories de communes : les communes ordinaires et celles à statut particulier (Cotonou, Porto-Novo et Parakou).
Superficie du pays	112 622 km ²
Population estimée en 2008	9,31 millions d'habitants
Densité	68 habitants/km ²
PIB par habitant en 2008	675 \$
Espérance de vie en 2008	56 ans
Taux d'alphabétisme chez les adultes	34,7 %
Taux de mortalité infantile	8,9 %
Ratio emploi/population, âge 15+	64 %
Principales exportations (2006)	Le coton et ses dérivés (40 %), cigarettes (15 %), noix de cajou, huiles de coton, métaux précieux, ciment
Monnaie	Le Bénin partage avec sept États de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) le franc CFA (franc de la Communauté financière africaine), émis par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)
Taux de change	Arrimage à l'euro avec l'Union européenne au taux fixe de 1 euro = 656 FCFA 1 \$ = 469 FCFA (mai 2009)
Langue officielle	Français
Principales langues nationales	Fongbé (26 %) au centre et au sud; yoruba (14 %) au sud; bariba (13 %) au nord; goungbé (12 %) au Sud; ayizo-gbé (8 %) au sud; adja-gbé (11 %) au sud; ditamari (5 %) au nord; tem (4 %) au nord; dendi (3 %) au nord; peul (2 %) au nord
Religion	Chrétiens (Catholiques, Céleste, Protestants, Autres) : 42.8 % ; islam : 24,4 % ; vaudou : 17,3 % ; autres (traditions, athées, autres religions) : 15,5 %
Fuseau horaire du pays	GMT + 1

Conditions climatiques

Deux saisons des pluies se succèdent au cours de l'année, l'une entre mars et juillet, l'autre entre septembre et novembre.

Deux zones climatiques distinctes :

Zone sud : climat équatorial, forte humidité, saison sèche de novembre à mars et de mi-juillet à mi-septembre, saison des pluies d'avril à mi-juillet et de mi-septembre à octobre

Zone nord : climat tropical, saison sèche de novembre à mai, saison des pluies de juin à septembre.

La température mensuelle moyenne varie de 20 °C à 34 °C.

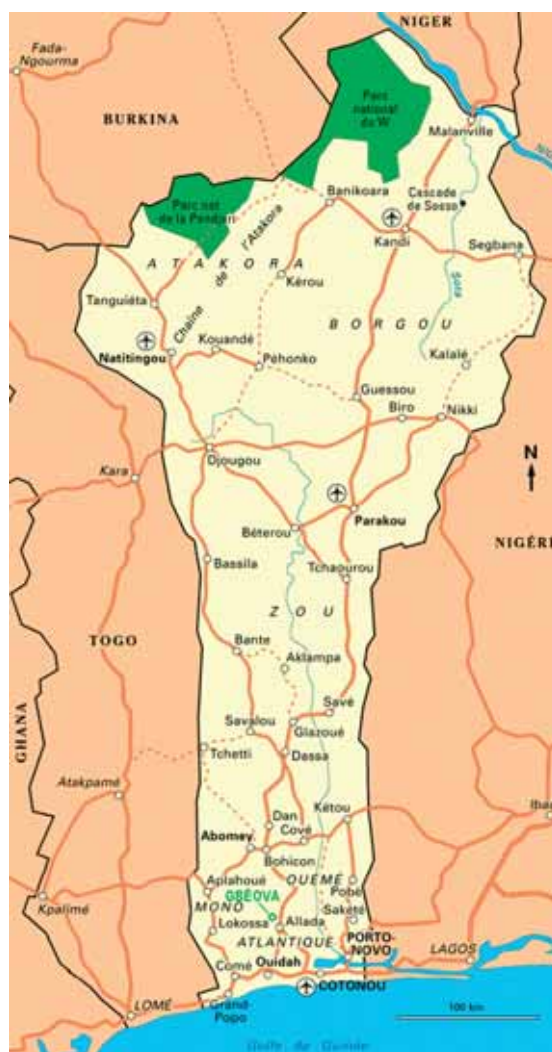
Principales villes (population)

Cotonou (plus de 800 000 habitants), Porto-Novo (capitale avec 232 756 habitants), Parakou (plus de 175 000 habitants), Abomey, Kandi, Natitingou, Djougou, Savalou, Savé, Dassa, Kétou, Bohicon, Pobé, Ouidah, Lokossa et Allada

Indice de développement humain – Classement

163/177

Sources : Gouvernement du Bénin, CNUCED, PNUD

**Le Bénin
et les pays limitrophes**



Pays et population

Le Bénin jouit d'une situation géographique stratégique. Long de 700 kilomètres, des rives du fleuve Niger (au nord) au golfe du Bénin (au sud), et large de 325 kilomètres au niveau de la latitude de Natitingou au nord, le pays est recouvert dans une proportion de 65 % par une végétation arborée.

Deux saisons caractérisent le climat du Bénin : la mousson, vent d'Ouest venant de l'océan (saison des pluies) et l'harmattan, vent sec venant du Sahara (saison sèche).

Avec 125 kilomètres de côtes maritimes, le Bénin possède un atout indéniable pour développer les flux commerciaux avec les pays voisins qui transitent par le Bénin.

Au niveau de la population, le troisième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH 3) du Bénin, réalisé en février 2002, comptabilise 6 769 914 habitants, soit 3 485 975 femmes (51,5 %) et 3 284 119 hommes. En l'espace d'une vingtaine d'années, la population a quasiment doublé. Le taux annuel d'accroissement, qui était de 2,84 % entre 1979 et 1992, est passé à 3,25 % entre 1992 et 2002 pour se situer aux alentours de 3 % en 2005, portant ainsi la population en 2008 à 9,31 millions d'habitants, dont 46,8 % sont des jeunes de moins de 15 ans. L'espérance de vie y est de 56 ans.

Histoire et gouvernement

Le Bénin a acquis son indépendance le 1^{er} août 1960. La « République du Dahomey », nom donné à l'État entre 1958 et 1975, deviendra « République populaire du Bénin » puis « République du Bénin » et ce, depuis le 1^{er} mars 1990.

Les douze premières années après l'indépendance sont marquées par une instabilité chronique. Le Bénin connaît ainsi six coups d'État successifs de 1960 à 1972, date à laquelle le commandant Mathieu Kérékou prend le pouvoir.

Durant les années 1980, la situation économique du Bénin se dégrade. Les problèmes sociaux et politiques conduisent le président Kérékou à renoncer à l'idéologie marxiste-léniniste et à accepter la tenue d'une conférence nationale en février 1990. Au terme de cette conférence, des organes de transition sont mis en place avec pour mission l'élaboration d'une Constitution et l'organisation d'élections générales.

La transition démocratique étant assurée, l'alternance politique avec l'élection présidentielle de 2006 et l'élection législative de 2007 a vu l'ascension d'une nouvelle génération de politiciens à la tête du pays avec la victoire du candidat indépendant, M. Thomas Boni Yayi, à la présidence du pays.

LES DATES IMPORTANTES QUI ONT MARQUÉ L'HISTOIRE DU BÉNIN

1958 (4 décembre)	La République du Dahomey est proclamée.
1960 (1 ^{er} août)	La République du Dahomey obtient son indépendance. Elle devient membre de l'ONU et d'autres organisations internationales.
1972 (26 octobre)	Grand mouvement révolutionnaire de libération nationale
1975 (30 novembre)	Le Dahomey devient la République populaire du Bénin.
1990 (28 février)	Fin de la période marxiste-léniniste, création de la République du Bénin
1990 (11 décembre)	Adoption par référendum de la nouvelle Constitution du Bénin
2006 (5 mars)	Dernière élection présidentielle
2006 (6 avril)	Investiture du Président Thomas Boni Yayi
2007 (31 mars)	Dernière élection législative
2008 (20 avril)	Dernière élection communale

Encadré I.1 – Risques et rendement : investir dans les pays les moins avancés

« Pourquoi investirait-on dans un des pays les moins avancés (PMA)? », demanderait un entrepreneur probablement réaliste. « Les risques ne sont-ils pas considérables et les profits précaires? »

Ce rejet spontané envers un quart des nations du monde en tant que lieu d'investissement est certes répandu mais, à l'instar de bien des stéréotypes, il est peut-être infondé. Il est vrai qu'investir dans un PMA peut être complexe et présenter tout un nombre d'obstacles et bien des frustrations, mais cela ne comporte pas automatiquement plus de risques que dans d'autres lieux et souvent, cela s'avère plus rentable.

Le fait d'associer « risque élevé » et « PMA » comporte un problème : celui de traiter 49 pays de manière identique. En réalité, ils sont bien différents les uns des autres. Certains PMA sont déchirés par la guerre civile, d'autres déstabilisés par des coups d'État. D'autres, toutefois, peuvent revendiquer une continuité politique et une croissance solide ou une grande résistance aux catastrophes naturelles. Lorsqu'on évalue les risques, les PMA ont tendance à souffrir d'un problème d'image et d'un simple manque d'information, contrairement aux pays industrialisés où l'on peut évaluer les risques en se fondant sur des renseignements beaucoup plus vastes et fiables. « ...La méthodologie de l'évaluation dépend trop d'une perception subjective et de données périmées, selon une étude récente. Combinés à la couverture limitée de chaque pays, ces facteurs créent automatiquement un préjugé [sur le plan des évaluations] envers la plupart des pays africains (et autres pays à faible revenu) ». Afin de relever les risques et d'évaluer les tendances dans un pays, il importe de s'informer auprès des investisseurs d'ores et déjà présents sur le terrain. Les guides CNUCED-CCI présentent des résumés des perceptions commerciales et une liste des investisseurs actuels précisément à cette fin.

Quant aux profits, il est montré que le taux de rentabilité des investissements étrangers directs dans les PMA est beaucoup plus élevé que dans les pays développés, voire dans d'autres pays en développement. En 2007, selon les statistiques de la CNUCED, le taux de rendement sur l'investissement dans les PMA était de 14,2 %, contre 6,5 % dans les pays développés et 13,2 % dans les pays en développement.

Y a-t-il une morale? Oui, et elle se résume en trois mots : Faire la distinction. Les investisseurs doivent différencier chacun des 49 PMA. Certains confirmeront les préjugés dont ils font l'objet, d'autres les démentiront. Investir dans un PMA présente un avantage clé, celui d'une concurrence relativement faible, contrairement aux lieux dans lesquels tout le monde veut investir. Les investisseurs qui ne sont pas disposés à s'informer convenablement ne peuvent toutefois pas en profiter.

Source : CNUCED.

Taille du marché et accès

Situé sur le Golfe de Guinée, le Bénin, avec le port de Cotonou, est la porte maritime de trois pays enclavés de l'hinterland – le Niger, le Burkina Faso et le Mali. Il jouit d'un accès stratégique à un vaste marché francophone et anglophone de plus de 200 millions de consommateurs. Son appartenance à des ensembles régionaux comme l'UEMOA et la CEDEAO lui confère une position de choix pour attirer davantage d'IED.

Le Bénin est aussi signataire de plusieurs accords de commerce avec l'Union Européenne et les États-Unis.

Accord de Cotonou entre les pays ACP et l'Union européenne et les Accords de partenariat économique

Les principaux objectifs de l'Accord de Cotonou sont la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté et l'intégration progressive des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans l'économie mondiale, tout en respectant les objectifs du développement durable.

Signé le 23 juin 2000 pour une durée de 20 ans et révisé pour la première fois en 2005, l'Accord de Cotonou vise à promouvoir et à accélérer le développement économique, social et culturel des pays ACP, à contribuer à la paix et à la sécurité et à promouvoir un environnement politique stable et démocratique.

L'ensemble des pays ACP et l'Union européenne ont entamé la négociation d'accords de partenariat économique en vue de remplacer les dispositions relatives au commerce de l'Accord de Cotonou, celui-ci n'étant pas conforme au principe de non-discrimination de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et la dérogation obtenue à ce principe expirant fin 2007. Cette négociation s'avère toujours difficile.

L'Union européenne s'est engagée à éliminer tout quota ou tarif sur toutes les importations en provenance de tous les pays ACP, ce qui revient à offrir un régime équivalent à « Tout sauf les armes » (voir ci-dessous) à l'ensemble des pays ACP et non plus seulement aux PMA.

Tout sauf les armes

Dans le cadre de la coopération Bénin-Union européenne, il convient de mentionner l'initiative « Tout sauf les armes », adoptée en 2001 par les organismes communautaires qui étend le libre accès au marché communautaire, en franchise de droits et contingents, à tous les produits originaires des PMA.

Au vu de cette situation, la Commission européenne et le gouvernement du Bénin ont convenu de structurer la stratégie de coopération du 10^e Fonds européen de développement (2008-2013) autour des composantes suivantes :

- appui macro-économique général :
133 millions de dollars américains;
- gouvernance et développement local :
113 millions de dollars américains, dont
53 millions pour la gouvernance et 60 millions pour le développement local;
- infrastructures et intégration régionale :
144 millions de dollars américains, dont
33 millions en appui budgétaire sectoriel au Fonds d'entretien routier et 53 millions pour deux grands projets non encore recensés, ainsi que 10 pour le projet « pistes rurales ».

Loi sur les opportunités et la croissance en Afrique (AGOA)

Bien qu'elle ne soit pas un accord international, mais un acte unilatéral de la part des États-Unis, l'AGOA offre aux produits béninois des opportunités réelles d'accès au marché américain. Les dispositions de l'AGOA sont applicables jusqu'en 2015.

L'objectif principal de cette loi est de soutenir les efforts des pays de l'Afrique subsaharienne visant la création de véritables économies de marché. En 2002, la signature de l'AGOA II a permis l'élargissement considérable de la liste de produits que les pays bénéficiaires peuvent exporter vers les États-Unis sans taxe d'importation.

En définitive, il est à retenir qu'avec l'AGOA, les possibilités d'exportation des produits textiles se sont élargies, puisque cette loi vise à promouvoir le commerce et les investissements entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne, à travers des accords avec les pays admissibles. Le Bénin a obtenu son agrément au Visa Textile AGOA et peut à présent effectuer toute exportation de produits textiles et d'effets vestimentaires sans droits de douane vers les États-Unis. Cela constitue un important créneau devant inciter à faire fonctionner toutes les industries textiles au Bénin, d'autant plus que la matière première et d'autres consommables sont localement disponibles pour favoriser la compétitivité desdits produits.

Encadré I.2 : Répercussions de l'AGOA en Afrique

L'AGOA est une loi américaine qui vise à favoriser les échanges avec 40 pays d'Afrique subsaharienne avec un accès au marché américain en franchise de douane et sans contingent pour 6 400 produits jusqu'en 2015.

Selon le dernier rapport d'étape du système AGOA 2008 du département américain du Commerce, les exportations des pays de l'Afrique subsaharienne vers les États-Unis sont en augmentation constante.

En effet, huit ans après son établissement, la loi AGOA continue à avoir un impact profond et positif sur le commerce et l'investissement dans les pays de l'Afrique subsaharienne, dont les exportations vers les États-Unis se sont chiffrées à 51,1 milliards de dollars en 2007, soit six fois plus qu'en 2001, date de lancement de cette initiative.

Si les produits pétroliers et gaziers représentent une part prépondérante des importations américaines des pays de l'Afrique subsaharienne (93 % en 2007), ceux-ci ont exporté pour près de 3,4 milliards de dollars de produits non pétroliers en 2007, soit plus du double qu'en 2001.

Ainsi, plusieurs secteurs ont profité de ces augmentations durant cette période, comme l'habillement, les chaussures, les fruits, les produits en cuir, les fleurs coupées et les fruits de mer préparés.

Cependant, les produits béninois peinent à pénétrer le marché américain. En effet, depuis l'adhésion du Bénin à l'AGOA en 2004 jusqu'à la fin de 2006, le montant des exportations du pays vers les États-Unis est demeuré faible (243 000 \$ en trois ans) par rapport aux autres pays subsahariens admissibles. La part des importations béninoises dans le total AGOA n'était que de 4 % en 2006 contre 14 % en 2004.

Source : CNUCED sur la base du rapport d'étape du système AGOA 2008 du département américain du Commerce.

Priorités du gouvernement

Le gouvernement béninois ambitionne de faire du Bénin un pays émergent dans la sous-région ouest-africaine. À cet égard, il a établi, dans son document intitulé *Orientations stratégiques de développement (OSD) du Bénin 2006-2011*, la stratégie et les grands objectifs à atteindre pour améliorer la compétitivité globale de l'économie. Cette stratégie commence à porter ses fruits depuis ces deux dernières années.

Privatisation

Le Bénin a choisi d'ouvrir le capital de ses entreprises publiques au secteur privé et de libéraliser certains secteurs au début des années 1990. Durant la décennie qui a suivi, les principales entreprises privatisées, publiques ou semi-publiques ont évolué dans les secteurs du tabac, des huileries, des filatures, de la manutention des conteneurs, du ciment, du pétrole, du sucre et des brasseries. Les privatisations des années 1990 furent consolidées par un nouveau plan de privatisation en 2001.

Le nombre de sociétés privatisées au Bénin à la fin de 2008 s'élevait à 32, dont une opération qui a été résiliée (Abattoirs de Cotonou/Porto-Novo, ex-OBEPEP), une qui a été annulée par décision de justice en janvier 2008 (Société nationale de commercialisation des produits pétroliers [SONACOP]) et une autre qui n'a pas honoré ses engagements financiers (Brasserie d'Abomey, ex-La Béninoise), et ce, pour un engagement total d'environ 86,64 millions de dollars américains (soit une moyenne de 4,56 millions de dollars américains par an).

La privatisation de la Société nationale de promotion agricole (SONAPRA), qui avait été annulée par le gouvernement en 2007, suite à des irrégularités, s'est poursuivie en 2008 avec une privatisation partielle de 33,5 %. SONAPRA comptait 10 usines d'égrenage du coton-grain, jouant ainsi un rôle clef dans un secteur phare de l'économie béninoise.

Une dizaine d'entreprises stratégiques ne sont aujourd'hui pas privatisées : télécommunications (Bénin Télécom), portuaire (Port de Cotonou), touristique (Complexe hôtelier Tata Somba et Motel d'Abomey), industriel (Industrie de bois du Bénin, Société des ciments d'Onigbolo et Société sucrière de Savé), agro-industrie (Brasserie d'Abomey

et énergétique (Société béninoise d'électricité et d'eau [SBEE]).

La participation du capital étranger à ce processus est largement prédominante, de l'ordre de 55,14 millions de dollars américains, ce qui représente 63 % de l'ensemble des recettes, comme l'indique le graphique I.3. En même temps, le graphique I.3 montre la répartition sectorielle des opérations de privatisation.

Quant aux recettes générées par le partenariat entre les investisseurs béninois et étrangers, celles-ci se chiffrent à 8,37 millions de dollars américains, représentant 10 % de l'ensemble des recettes.

Les investisseurs béninois sont très présents dans le secteur du transport et de l'agriculture. En effet, les six entreprises à privatiser relevant du secteur du transport ont été entièrement cédées aux nationaux pour un montant de 2,44 millions de dollars américains.

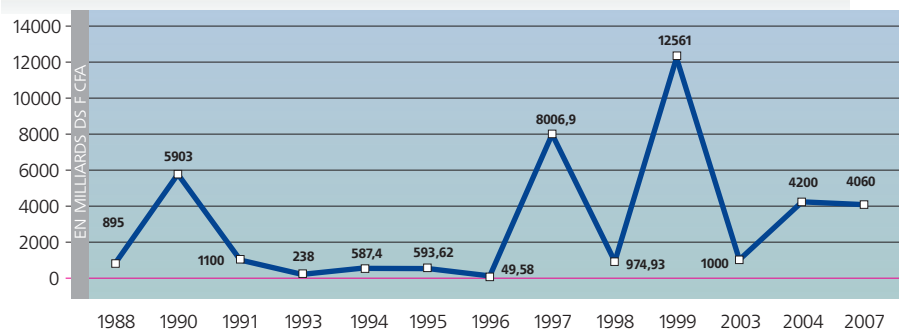
Il en est de même pour le secteur de la culture, qui a connu une seule opération de privatisation. Il s'agit de la gestion de salles de cinéma pour un montant de 20 000 de dollars américains.

Quant au secteur de l'agriculture, sur les sept entreprises d'État cédées, cinq ont été reprises par des entrepreneurs béninois et deux par des investisseurs français, avec un total global de plus de 2 millions de dollars américains, dont 1,33 million consenti par des nationaux contre seulement 0,65 million de dollars américains par des étrangers.

En revanche, les secteurs du tourisme et de l'industrie sont largement dominés par le capital étranger. Le secteur touristique a connu une forte participation du capital étranger, notamment grâce à la présence d'investisseurs libyens (LAAICO), générant 15,54 millions de dollars américains contre 0,15 million pour les nationaux.

Le secteur de l'industrie, qui a connu le plus grand nombre d'opérations de privatisation (17 entreprises cédées), a généré des recettes de l'ordre de 66,51 millions de dollars américains, dont 38,95 réalisées par les investisseurs étrangers, 19,19 millions de dollars américains par les Béninois et 8,37 millions par des opérations de partenariat entre les nationaux et les étrangers.

Graphique 1.1 : ÉVOLUTION DES RECETTES DE LA PRIVATISATION 1988-2007

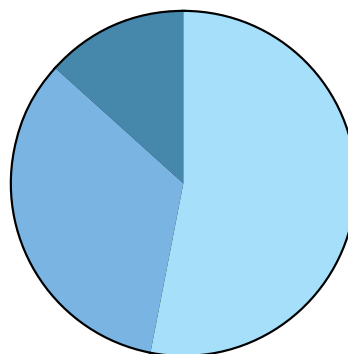


Source : CNUCED sur la base des données du Secrétariat permanent de la Commission technique de dénationalisation.

GRAPHIQUE 1.2 : ORIGINE DES OPÉRATIONS DE PRIVATISATION 1988-2007

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

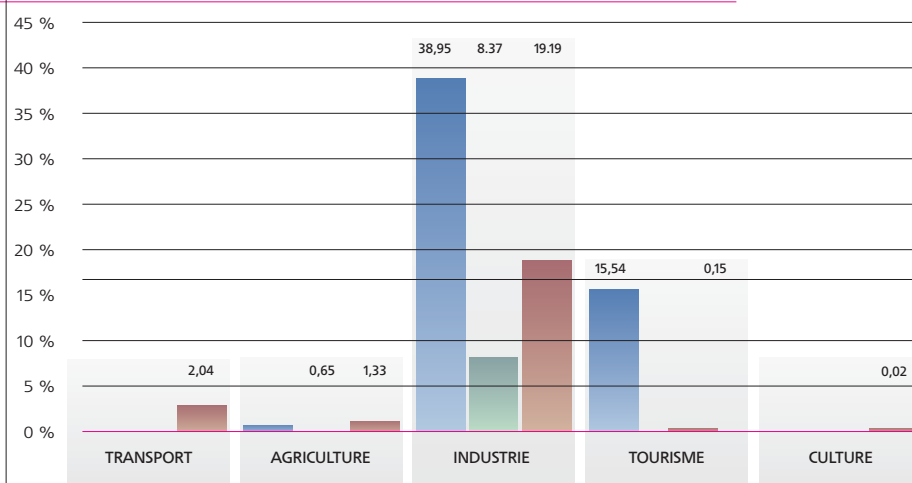
Étranger 63 % : 55,14 \$
National 27 % : 23,13 \$
Partenariat national/étranger 10 % : 8,37 \$



Source : CNUCED sur la base des données du Secrétariat permanent de la Commission technique de dénationalisation, 2008.

GRAPHIQUE 1.3 : RÉPARTITION SECTORIELLE DES OPÉRATIONS DE PRIVATISATION, 1988-2007

Étranger Partenariat national/étranger National
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)



Source : CNUCED sur la base des données du Secrétariat permanent de la Commission technique de dénationalisation, 2008



Contexte économique

Dans son objectif de faire du Bénin un pays émergent, les autorités nationales ont assisté au succès de leur politique économique, qui résulte d'une bonne maîtrise de l'inflation avec un taux de 1,3 % en 2007 et une croissance économique soutenue de 4,6 % en moyenne ces trois dernières années. Le pays est connu comme l'un enregistrant la croissance la plus rapide au sein de l'UEMOA (3,7 % en moyenne).

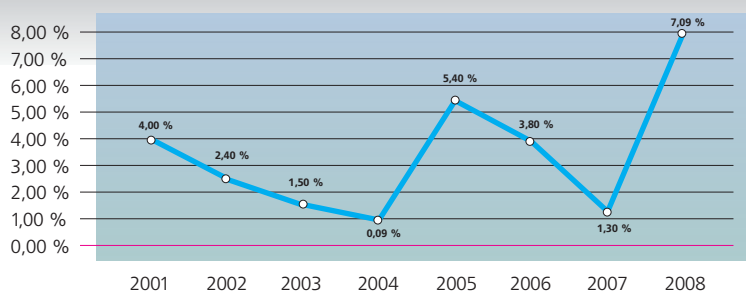
Depuis 1989, le Bénin s'est engagé dans un ambitieux programme de réformes politiques et économiques appuyées par la communauté internationale. Les profondes réformes structurelles engagées par les autorités ont permis au pays d'atteindre une remarquable stabilité macro-économique et une bonne intégration dans l'économie régionale et mondiale. C'est dans ce contexte que le Bénin a cherché une meilleure intégration de son économie dans le marché mondial. Il est ainsi devenu membre de l'OMC en 1996 et signataire de plusieurs traités bilatéraux et multilatéraux en matière d'investissements.

Les réformes ont permis de libéraliser davantage le fonctionnement de l'économie et ont permis au pays de retrouver le chemin de la croissance.

Jusqu'en 2007 l'inflation a été modérée (voir le graphique II.1), grâce aux mesures de contrôle des prix, notamment la suspension ou la réduction des droits de douane sur les produits essentiels, et des bons résultats enregistrés dans le secteur agricole. Cependant, l'enchérissement des prix des biens alimentaires et énergétiques sur le plan mondial a intensifié les pressions inflationnistes en 2008.

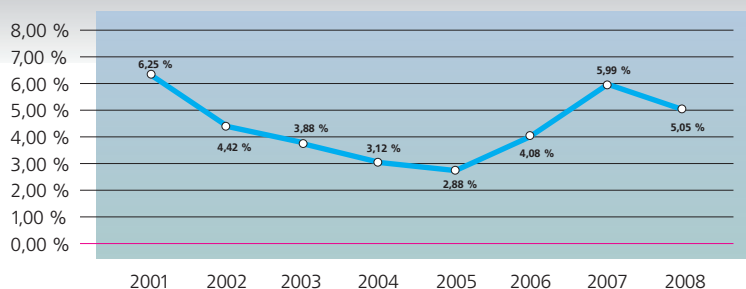
La bonne performance économique du Bénin se poursuit en 2008, après un pic de 6 % en 2007 (voir le graphique II.1.1) qui résulte du dynamisme du secteur agricole et des services, de la vitalité de l'activité portuaire et de la politique des « grands travaux ». Par ailleurs, la croissance économique a été soutenue par les financements mis en place par les banques, qui ont augmentés de 8 % entre 2006 et 2007. Les dépôts collectés par ces établissements de crédit ont connu une augmentation de 44 %, favorisant ainsi le climat des investissements.

GRAPHIQUE II.1 : ÉVOLUTION DU TAUX D'INFLATION AU BÉNIN, 2001-2008



Source : Gouvernement du Bénin, Banque mondiale et FMI, 2008

GRAPHIQUE II.1.1 : ÉVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE DU BÉNIN, 2001-2008



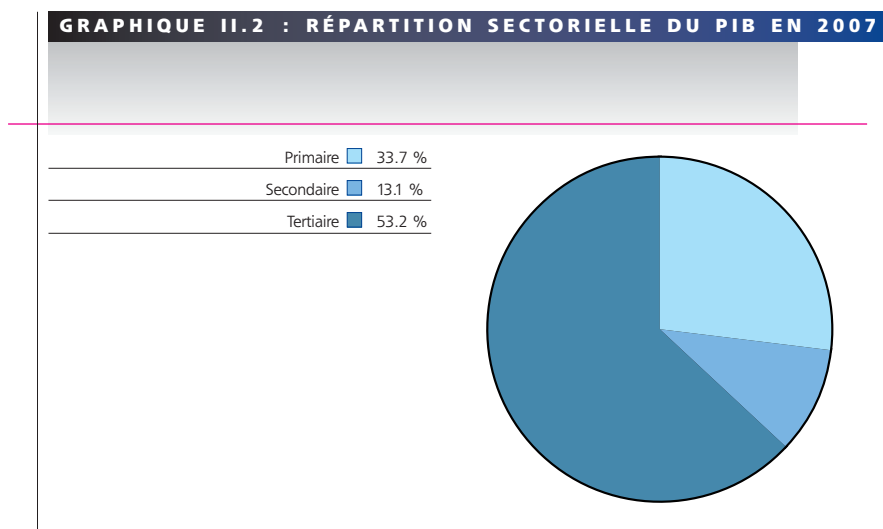
Source : CNUCED

En ce qui concerne l'évolution sectorielle, l'économie béninoise a toujours pesé sur les activités du secteur tertiaire, qui représentent plus de 47,7 % des activités en 2007 axées autour des activités liées au commerce, au transport, aux communications et au tourisme (voir le tableau II.2)

L'activité du secteur primaire représente le tiers de la contribution au PIB, structurée autour du secteur agricole, qui emploie plus de 60 % de la main-d'œuvre. Dominé par la culture du coton, le Bénin est l'un des principaux producteurs et exportateurs de coton en Afrique. Le secteur secondaire est encore embryonnaire et représente environ 13 % du PIB, dominé par l'industrie alimentaire, du textile et de la cimenterie. Le graphique II.2 présente la répartition du PIB par secteur au Bénin en 2007.

TABLEAU II.2 : PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES AU BÉNIN								
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
PIB (en milliards de FCFA au prix courant)	1 832	1 957	2 068	2 138	2 315	2 476	2 658	2 940
PIB (en milliards de dollars américains au prix courant)	2 502	2 817	3 565	4 053	4 396	4 739	5 554	6 216
PIB par habitant (en \$)	335	364	446	492	513	537	617	668
Taux de croissance (réel)	6,2 %	4,4 %	3,9 %	3,1 %	2,9 %	3,8 %	4,6 %	5,0 %
Taux de change (1 \$ en FCFA)	773	697	581	528	527	522	479	473
Contribution des secteurs en % du PIB								
Primaire	38,1 %	37,4 %	35,6 %	36 %	35,9 %	37 %	37,8 %	36,0 %
Secondaire	14,7 %	15 %	15,2 %	14,8 %	14,2 %	14,4 %	14,5 %	13,9 %
Tertiaire	47,2 %	7,6 %	49,2 %	49,2 %	49,9 %	48,6 %	47,7 %	50,1 %

Source : CNUCED, FMI et autorités nationales du Bénin.



Source : CNUCED

Commerce et investissement

Commerce

La position extérieure du Bénin, marquée par une balance commerciale et un compte courant structurellement déficitaires, s'est dégradée durant la période 2000-2005 sous les effets conjugués de la baisse des recettes d'exportation sur le coton et la hausse de la facture d'importation des produits pétroliers et alimentaires.

En 2006, le déficit du compte courant s'est stabilisé à 6,3 % du PIB, puis s'est contracté à 5,4 % du PIB en 2007 grâce à la hausse des exportations de coton et à une bonne tenue des transferts courants.

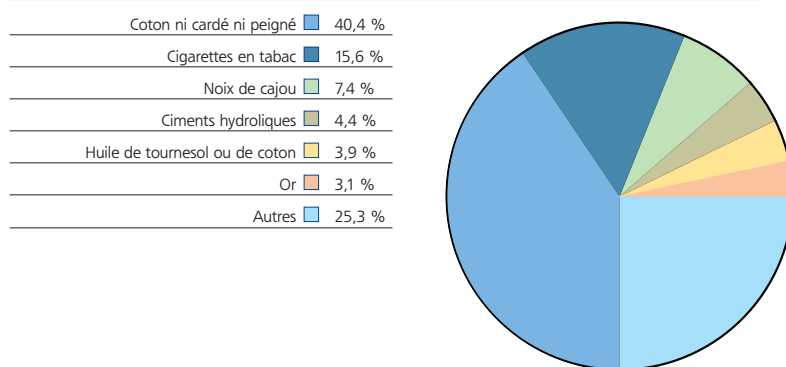
Aussi et selon une autre étude réalisée par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le Bénin aurait perdu 0,24 point de pourcentage du PIB sur la période 2004-2006 en raison de la hausse des cours du pétrole. Comme dans

tous les autres pays membres de l'UEMOA, la hausse des cours du pétrole s'est également répercutée sur les finances publiques. L'impact sur le déficit budgétaire n'a cessé de s'aggraver, passant de 0,46 % du PIB en 2004 à 0,62 % en 2006.

S'agissant de la structure du commerce extérieur du Bénin, celle-ci est très peu diversifiée, d'autant plus qu'elle est fortement tributaire de facteurs exogènes.

En effet, en ce qui concerne les opérations d'exportation, celles-ci sont considérablement dépendantes du secteur agricole. Ainsi, les récoltes cotonnières, à elles seules, totalisent plus des deux tiers des exportations du pays. Les autres cultures d'exportation, à savoir l'huile de palme, l'anacarde et l'ananas, ne totalisent qu'environ 10 % des ventes à l'étranger, ce qui laisse présager un énorme potentiel agricole non encore exploité, d'autant plus que le Bénin possède d'immenses terres aptes à répondre à une agriculture diversifiée (voir le graphique II.3).

GRAPHIQUE II.3 : PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS PAR LE BÉNIN EN 2006



Source : INSAE, 2008.

Aussi, le commerce extérieur béninois est tributaire du Nigéria voisin avec lequel existent d'importants échanges formels et informels (réexportation). Une accélération des réformes sectorielles permettrait d'encourager les investissements étrangers ainsi que la production locale et de profiter des possibilités offertes par ce marché de proximité.

Géographiquement, les exportations du Bénin sont destinées principalement à l'Asie (37 % des exportations en 2006) et aux pays transformateurs de textiles et importateurs de coton, au premier rang desquels figure la Chine (24 % des exportations du Bénin en 2006 : essentiellement du coton). L'Inde, qui achète la quasi-totalité de la production béninoise de noix de cajou, reste son second client asiatique, malgré une forte chute de ses importations depuis cinq ans.

Avec 35 % des exportations béninoises, l'Afrique est le second continent client du Bénin, avec au premier rang le Nigéria, suivi du Niger et de la Côte d'Ivoire. Encore convient-il de remarquer que

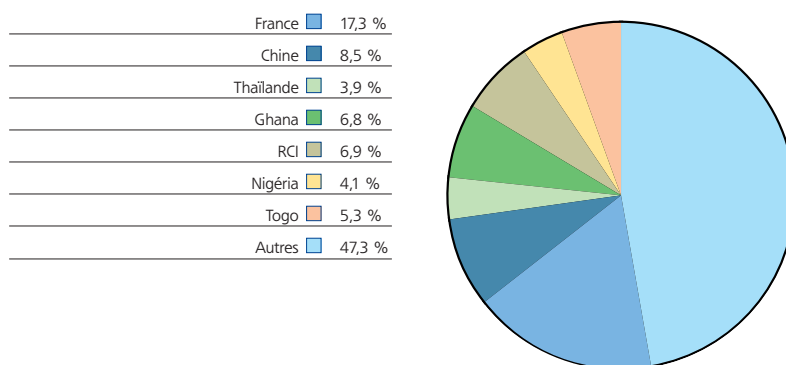
ces pays frontaliers absorbent essentiellement des produits que le Bénin importe, par le biais du port de Cotonou, sans être transformés. La promotion de la transformation des produits destinés à l'hinterland contribuerait, outre l'impact sur l'emploi, à réduire le secteur informel lié à ce commerce.

En 2006, la part de l'Union européenne, dont la France, dans les exportations du Bénin est demeurée inférieure à 15 %.

Au niveau des importations, ce sont les céréales qui prédominent puisqu'en 2006, elles ont représenté plus de 11 % du montant global des importations du Bénin. Ceci étant, la structure des importations est plus variée comparativement à celle des exportations (voir le graphique II.4).

En termes de pays de provenance, la France reste le principal fournisseur du Bénin : en 2006, plus de 17 % des produits ont été importés de l'Hexagone, suivi par la Chine, des pays de l'UEMOA et du Nigéria.

GRAPHIQUE II.4 : PAYS PARTENAIRES DU BÉNIN POUR SES IMPORTATIONS EN 2006



Source : INSAE, 2008.

Investissement

Investissement national

Le taux d'investissement national au Bénin est passé de 13 % en 1991 à 20 % en 2007, résultat de programmes établis par le gouvernement pour dynamiser l'économie.

Investissement étranger direct

Les flux d'IED au Bénin ont augmenté rapidement pour atteindre un pic en 1991 avec 121 millions de dollars américains et 78 millions de dollars en 1992 en liaison avec les premières opérations de privatisation (tabac, brasseries, huileries/savonneries, cimenteries, filatures, manutention des conteneurs, sucreries et pétrole) mais ils ont chuté tout aussi rapidement en 1993 et 1994. Depuis, la progression des IED a été plus lente. Entre 1993 et 1999, la moyenne des IED se situait aux alentours de 17 millions de dollars américains pour progresser à nouveau dès 2000. Suivant un pic en 2007, les IED sont en baisse (voir résumé et graphique 1). Dans le court terme, avec la récession mondiale, il est prévu que cette tendance continue, bien qu'il aie eu, en fin 2008, une privatisation partielle de 33,5 % de Sonapra (voir section sur la privatisation).

Le volume d'activité (+ 12,8 % en 2007) et de trafic des conteneurs du port de Cotonou a augmenté et le programme d'aide américain Millenium Challenge Corporation (MCA) prévoit un budget de 160 millions de dollars américains dans le but de moderniser et d'améliorer les capacités d'accueil et la sécurité. Tous ces changements devraient aider à attirer les investissements étrangers dès la reprise économique mondiale, voir dans le moyen à long terme.

Infrastructures et services publics

Les aéroports

Cotonou abrite un aéroport international dont la capacité est limitée à 250 000 passagers annuellement.

Cependant, les autorités béninoises envisagent de construire un nouvel aéroport sur une superficie de 3 028 hectares sur le site de Glo-Djibé, à 45 km au nord-ouest de Cotonou, en remplacement de l'actuel aéroport. L'enveloppe allouée au projet est estimée à 515 millions de dollars américains (350 millions d'euros). Si le projet aboutit, l'aéroport pourra accueillir 1,3 million de passagers annuellement et recevoir de gros porteurs du type Airbus A380.

En plus de l'aéroport international de Cotonou, il existe au Bénin des aérodromes secondaires peu équipés et des pistes d'atterrissage dans des villes comme Parakou, Kandi, Natitingou, Savè, Porga, Bembèrèkè et Djougou sans aucune connexion aérienne régulière.

Le réseau ferroviaire

Le réseau ferroviaire béninois s'étend sur 758 km et est géré par un établissement public bi-étatique à caractère commercial et industriel, créé par les États béninois et nigérien, dénommé Organisation commune Bénin-Niger des chemins de fer et des transports (OCBN).

Le réseau ferroviaire ne répond plus aux besoins actuels de l'économie nationale, en raison notamment de la vétusté de la voie ferrée de 438 km qui relie Cotonou à Parakou, laquelle réduit considérablement sa compétitivité par rapport au réseau routier.

Le réseau routier

L'absence de lignes aériennes internes et le manque de compétitivité du chemin de fer contraignent les entrepreneurs et les usagers à emprunter le réseau routier, qui occupe une place importante dans le système national des transports mais reste encore peu performant en raison de l'état de dégradation avancée des infrastructures.

Cependant, il est à noter que d'importants travaux sont en cours et visent notamment la réfection, la modernisation et l'extension du réseau routier

béninois en vue de lui permettre de jouer pleinement son rôle dans le développement économique du pays et de la sous- région.

Le réseau routier du Bénin est d'environ 16 000 km répartis comme suit :

- les routes nationales inter-États : près de 3 600 km dont 40 % sont bitumées;
- les routes de desserte rurale : environ 10 500 km;
- les voies municipales : 1 800 km.

Les ports

Les échanges commerciaux du Bénin s'effectuent à plus de 90 % par voie maritime. Le sous-secteur maritime et portuaire joue donc un rôle essentiel dans l'économie nationale.

Le principal maillon du sous-secteur maritime et portuaire béninois est le port de Cotonou. Ce port a une capacité de chargement/déchargement théorique d'environ 2,3 millions de tonnes par an. Cependant, le volume du trafic a augmenté plus vite que prévu pour atteindre 3 millions de tonnes dès l'an 2000 et 5,3 en 2006 (le trafic a plus que doublé en moins de 10 ans : +142 %). Aussi, il semble que la tendance à la hausse du trafic portuaire se confirme pour 2007 puisque le total des marchandises de janvier à octobre 2007 s'est élevé

à 4,9 millions de tonnes contre 4,3 millions de tonnes pour la même période de l'année 2006, soit un accroissement de +13,36 %.

Implanté au cœur de sa capitale économique, le port de Cotonou est souvent qualifié de poumon économique du Bénin. Il absorbe en effet près de 90 % des échanges commerciaux du pays, génère 45 à 50 % de ses recettes fiscales et 80 % à 85 % des recettes douanières.

Grâce à sa situation géographique, le Bénin offre un accès naturel à la mer aux pays de l'hinterland ouest-africain. Le port de Cotonou est également le point de transit de marchandises à destination du Nigéria : 60 à 70 % des importations béninoises seraient toujours réexportées, de manière formelle ou informelle vers ce pays, malgré les restrictions à l'importation mises en place par les autorités nigérianes en 2003. En effet, le port de Cotonou, malgré des performances insuffisantes, profite de l'insécurité et de l'engorgement du port d'Apapa au Nigéria, situé à 130 km. Il permet aussi à certains entrepreneurs nigériens du secteur informel d'éviter les lourdes taxes qui grèvent l'importation formelle de certains produits dans ce pays de 100 millions de consommateurs, disposant de 800 km de frontières communes avec le Bénin.

Encadré II.1 : Les atouts majeurs qui font du port de Cotonou un port à vocation régionale

- des facilités tout d'abord de transit grâce à un délai de franchise illimité, à une exonération de redevance de passage, à une priorité d'accostage et de traitement des navires transportant des marchandises jugées stratégiques pour les pays de l'hinterland, à la possibilité de révision ponctuelle des tarifs portuaires selon la nature et le tonnage de la marchandise, sa destination et le degré de fidélité du client, à une escorte des marchandises en transit, etc.;
- de bonnes capacités d'accueil des navires. On y trouve en effet un quai principal d'environ 1 500 m équipé de six postes conventionnels de 150 à 180 m chacun, un poste à conteneurs de 220 m, un appontement pour navires rouliers et un quai secondaire sur la Traverse Est intégrant un poste mixte pétrolier/pondéreux de 200 m, un poste pour chargement des huiles végétales de 150 m et un poste pour chalutier en escale;
- d'importantes capacités de stockage sont aussi proposées. On y trouve : 70 000 m² de magasins-cales et entrepôts couverts, trois terminaux à conteneurs de 200 000 m², 100 000 m² de terre-pleins bitumés, une vaste zone de transit ainsi qu'une zone franche spécialement réservée aux trois pays enclavés susceptibles d'utiliser le port (Niger, Burkina Faso et Mali) et des installations spéciales pour le débarquement, le stockage et la distribution des hydrocarbures (pétrole et gaz);
- plus diverses installations à usages spécifiques comme des silos d'une capacité de 11 000 t pour le déchargement des céréales en vrac et des équipements pour la pêche industrielle.

Naturellement, le Bénin se présente comme un long couloir aisé à parcourir, quelle que soit la destination visée : Mali, Burkina Faso ou Niger. Il est donc plus favorable à des échanges lourds et rapides que par exemple la liaison Lomé-Ouagadougou plus longue et accidentée, notamment au niveau des falaises d'Alejo.

De la même façon, les responsables du port ont entrepris un gros effort financier, afin de mettre en place un programme d'aménagement aux frontières de postes de contrôle, tel celui de Kraté, à la frontière avec le Nigéria.

Source : CNUCED, Léandre Edgar Ndjambou, « Échanges maritimes et enclavement en Afrique de l'Ouest : le cas des ports d'Abidjan et de Cotonou », Cahiers d'outre-mer, 226-227, Les Afriques, 2004.

Le port de Cotonou dispose d'un certain nombre d'atouts : l'existence d'installations portuaires opérationnelles (port en eau profonde directement ouvert sur la mer, quais linéaires permettant une adaptation compte tenu de la longueur des navires, etc.); l'existence d'un plan de sûreté et de sécurité élaboré dans le cadre de la mise en conformité du port de Cotonou avec le *Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires*; l'ouverture des opérations de maintenance des conteneurs aux entrepreneurs privés; etc.

Enfin, le projet de construction d'un port sec à quelques encablures du port de Cotonou devrait constituer une réponse aux problèmes d'engorgement et de trafic qui empêchent le port de Cotonou de jouer un rôle majeur dans la sous-région ouest-africaine et lui permettre de mieux répondre à la concurrence de celui de Lomé ou Tema.

Les télécommunications

Le marché de la téléphonie mobile est assez restreint au Bénin. Pourtant, pas moins de cinq opérateurs se le partagent pour un nombre d'abonnés estimé à 1,5 million et un taux de pénétration de 16 %.

En dehors de la société Libercom, qui assure la gestion du réseau mobile de Bénin Télécoms, l'opérateur historique, trois opérateurs privés se partagent le marché de la téléphonie mobile : Etisalat qui a remplacé Télécel Bénin (Moov Bénin) depuis octobre 2007 ; MTN et Bell (Bénin Communication). En septembre 2007, le secteur GSM a un nouvel acteur, l'opérateur nigérian Globacom.

Le délai d'installation d'une ligne fixe peut parfois prendre plusieurs mois, en raison du sous-dimensionnement du réseau câblé. Pour pallier ces difficultés, la société Bénin Télécom a lancé en juillet 2007 le Fixe sans fil (CDMA). De manière générale, les liaisons téléphoniques fixes sont bonnes et le coût des appels locaux raisonnable (0,21 \$ les trois minutes). Le coût des communications internationales est nettement plus élevé (environ 2,70 \$ la minute).

Avec l'engouement des Béninois pour les nouvelles technologies, les particuliers et les entreprises peuvent désormais s'équiper d'Internet en ADSL depuis 2004, même si les prix pratiqués par les trois fournisseurs d'accès à Internet à Cotonou sont encore très élevés. Pour un débit compris en 64 et 128 kbit/s, la connexion ADSL mensuelle est fixée à environ 76 de dollars américains.

Le réseau électrique

L'énergie électrique au Bénin est fournie par la Communauté électrique du Bénin (CEB). Cet organisme, dont le siège est à Lomé (Togo), fournit le Bénin et le Togo en électricité. La CEB exerce ainsi un monopole dans la production et le transport de l'énergie électrique dans les deux pays respectifs (hormis celle de faible puissance), dont l'approvisionnement provient à 70 % des importations de la Côte d'Ivoire et du Ghana.

Toutefois, la CEB a du mal à répondre aux besoins sans cesse croissants des populations, ce qui se traduit par des délestages journaliers assez fréquents alors que l'accès à l'énergie électrique n'est que de 22 % sur l'ensemble du territoire béninois (dont seulement 5 % en milieu rural). Cependant, la demande augmenterait en moyenne de 8 % par an de 2000 à 2020.

Pour accompagner cette croissance, quelques réalisations devraient certainement améliorer la situation énergétique du Bénin, dont la construction d'une centrale hydroélectrique de 94 MW à Adjarala près de la frontière bénino-togolaise pour un coût estimé à 167 millions de dollars américains. De plus, et dans le cadre des efforts pour promouvoir le ravitaillement en énergie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une interconnexion du réseau électrique de 75 MW entre le Nigéria et le Bénin est entrée en fonction en février 2007.

Enfin, le gazoduc de l'Afrique de l'Ouest, ambitieux projet gazier en provenance du Nigéria, estimé à 617 millions de dollars américains, est le premier projet transfrontalier amorcé dans la sous-région ouest-africaine – le Bénin devrait consommer 7 % de ce gaz, essentiellement en vue de la production d'électricité.

L'eau

Le potentiel des cours d'eau du Bénin, non compris les eaux du fleuve Niger, est globalement estimé en moyenne à 13 milliards de mètres cubes par an. L'utilisation actuelle de ces eaux de surface est très peu significative et ne concerne que l'alimentation en eau potable de quatre villes, l'abreuvement du bétail et l'irrigation d'environ 9 000 hectares de cultures diverses. Les projections de développement de l'irrigation au Bénin prévoient un accroissement de la demande en eau pour les prochaines années.

À long terme, l'aménagement des terres irrigables recensées sur l'ensemble du territoire national et estimées à 300 000 hectares nécessitera de mobiliser la quasi-totalité du potentiel en eaux de surface du pays, sans tenir compte des autres besoins à satisfaire à partir de ces eaux.

L'accès à l'eau potable est relativement bon en milieu urbain. Cependant, le réseau d'assainissement est à développer. Il existe des possibilités relativement à l'amélioration de la distribution d'eau potable et à la réalisation d'un assainissement opérationnel.

Le secteur du ciment et des BTP

Le secteur du ciment est l'un des secteurs d'activité jugés prioritaires par les autorités béninoises. De fait, la consommation de ciment enregistre aujourd'hui de forts taux de croissance annuels, liés, d'une part, aux grands travaux d'infrastructure et, d'autre part, au dynamisme du secteur du bâtiment.

Pour répondre à cette demande, quelques entrepreneurs exploitent ce créneau. Aux côtés de SCB-Lafarge, qui est une cimenterie intégrée, deux autres usines de broyage de clinker se partagent la production. Un nouvel exploitant, le Groupe Cimenteries du Sahel, a lancé un projet de construction d'une unité sophistiquée de production de béton d'une capacité de production annuelle de 1,2 million de tonnes à la frontière bénino-nigériane.

Le nouveau gouvernement a fait du BTP un secteur prioritaire. Ainsi, quelques mois seulement après sa prise de fonction, plusieurs grands chantiers ont été lancés avec la contribution financière des bailleurs de fonds. Les besoins sont évalués à 2,3 milliards de dollars américains pour les cinq prochaines années.

Il s'agit essentiellement :

- des grands travaux de reconstruction, d'aménagement, de bitumage et de réfection de voiries sur plus de 415 km sur tout le territoire et principalement à Cotonou ;
- de la réalisation de l'autoroute Cotonou-Bohicon ;
- de la programmation de la construction du deuxième aéroport de Cotonou ;
- de la mise en œuvre du deuxième port et de ports secs ;
- de la réalisation d'infrastructures touristiques (stations balnéaires, route des pêches, etc.) ;
- du programme de logements sociaux ;
- du programme de construction d'un quartier résidentiel (construction de 250 résidences) pour le sommet de la CEN-SAD.

Les services

Le système bancaire

Le système bancaire béninois s'est considérablement développé ces dernières années, avec la création de plusieurs banques. On dénombre aujourd'hui douze établissements bancaires.

Malgré la venue de cinq nouvelles banques en deux ans, le secteur bancaire béninois reste concentré puisque trois banques totalisent plus de 75 % des dépôts. Dans une économie basée sur le commerce et les services, le rôle du secteur bancaire dans le financement du développement est marginal et la principale activité réside dans l'octroi de crédits commerciaux à court terme (64 % des crédits).

Quelques caractéristiques :

- Les taux de base bancaires (TBB) oscillent entre 8 % et 10 %.
- La taxe sur les activités financières (TAF) est de 10 % et est reversée au Trésor public.
- L'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements (IRC) est l'impôt de 15 % applicable sur les intérêts servis.
- La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'élève à 18 %.

Le 20 février 2007, le Bénin a publié les résultats de la souscription à un emprunt obligataire de 6 % remboursable sur 5 ans. Cette opération, qui a suscité l'engouement de plusieurs pays de l'UEMOA, a connu un vif succès puisque cet emprunt a connu une sursouscription de 35,4 %.

Ressources humaines

Selon les statistiques de l'Organisation internationale du travail (OIT) et les données du dernier recensement de 2002 actualisées en 2006, la population active du Bénin est estimée à 2 830 876 personnes (50,68 % d'hommes et 49,32 % de femmes).

Le secteur de l'agriculture emploie environ 54 % de la population active comparativement à 10 % pour le secteur des mines et de l'industrie, et le secteur des services fait travailler 36 % de la population.

L'effort porté sur la formation technique et professionnelle permet au Bénin de disposer d'une main d'œuvre assez qualifiée. En effet, près de 8 000 diplômés de l'enseignement technique et

professionnel et près d'un millier de cadres de l'enseignement supérieur sortent chaque année du système éducatif. Les domaines de formation les plus répandus sont : les sciences et techniques industrielles, l'hôtellerie, la restauration et le café, les sciences et techniques administratives et de gestion, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, etc. En dépit de la compétence et des qualités professionnelles de la main d'œuvre au Bénin, sa rémunération demeure encore relativement faible.

Coût de la main d'œuvre

Le salaire mensuel se situe actuellement autour de 65,3 \$ pour 40 heures travaillées par semaine. Le salaire payé à l'heure est de 0,4 \$.

Relations de travail

Au Bénin, le syndicat des employés est une force politique puissante. Les syndicats ont joué un rôle central dans le processus démocratique du début des années 1990. Ils ont ainsi joué ces dernières années un rôle de plaidoyer auprès des autorités politico-administratives.

Éducation

Au Bénin, l'éducation est considérée comme une priorité nationale pour le développement économique, qui ambitionne pour 2015 de scolariser tous les enfants au moins jusqu'à l'enseignement primaire. En 2005, ils n'étaient que 54 % à y parvenir. Le gouvernement a annoncé au mois d'octobre 2006 de nouvelles mesures, dont la gratuité de l'accès à l'enseignement maternel et primaire. De plus, en 2007, les pouvoirs publics ont aussi décidé d'affecter 25 % du budget général du pays au secteur de l'éducation pour réduire, entre autres, la disparité inter-régionale.

En ce qui concerne les écoles étrangères, le Bénin a inauguré en 1984 à Cotonou l'établissement français d'enseignement Montaigne. De statut privé, il est géré bénévolement par l'Association des parents d'élèves (APE). Il est lié à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE). Sur le plan pédagogique, l'établissement est rattaché à l'Académie de Nantes. Les enseignements vont de la maternelle à la terminale de lycée (sections ES, L, S). Pour la rentrée 2006-2007, 905 élèves sont répartis en cinq classes de maternelles, 12 au primaire, neuf au collège et neuf au lycée.

Le corps enseignant est composé de 36 professeurs et 18 instituteurs qui ont un statut soit d'expatrié, soit de résident, soit de contrat local. L'École Montaigne, réputée pour la qualité de son enseignement, affiche un taux oscillant entre 90 % et 100 % de réussite au baccalauréat, toutes sections confondues.

Coût des facteurs de production

Au Bénin, les charges sociales sont calculées sur l'ensemble des rémunérations perçues y compris les indemnités, primes, gratification et autres avantages en espèces. Les cotisations à la charge de l'employeur sont entre autres 9 % pour les prestations familiales, 6,4 % pour les pensions et 1 à 4 % (suivant la branche d'activité) pour les risques professionnels.

Les coûts des facteurs de production les plus importants sont occasionnés par les coûts de l'énergie (électricité et produits pétroliers), les frais d'eau et les charges locatives (voir les tableaux II.3 et II.4).

À propos des produits pétroliers, le Bénin adopte une politique des prix qui lui permet de proposer des tarifs inférieurs à ses voisins. Le prix de l'essence au Mali, au Sénégal et au Niger est respectivement 1,6 fois, 1,4 fois et 1,3 fois supérieur à celui pratiqué au Bénin.

La distribution de l'eau au Bénin est assurée par la Société nationale des eaux du Bénin (SONEB). Les tarifs sont uniformes pour toutes les branches d'activité économiques.

En ce qui concerne les charges locatives, le coût de location de terres viabilisées en zone urbaine varie de 1,2 à 1,42 \$/m² alors que le coût moyen annuel peut varier de 2 288 \$ à 13 731 \$.

À Cotonou, pour les terrains proches des réseaux d'eau et d'électricité, le prix d'achat varie entre 13,7 \$/m² (banlieue) et 229 \$/m² dans la zone industrielle, alors que ce prix peut atteindre 275 \$/m² dans la zone résidentielle.

TABLEAU II.3 : LE COÛT DE L'ÉNERGIE

Domaines d'activité	Prix	Observations
Usage domestique (lumière et climatisation)	0,13 \$ par 20 kwh consommés	Pour une consommation de 0 à 20 kWh, exonération de TVA
Usage professionnel (boutiques, salons de coiffure, salons de couture, restaurants, hôtels, cafés et assimilés menuiserie, soudure, boulangerie et services)	0,19 \$ par 250 kwh consommés (tranche 1) 0,21 \$ par 250 kwh consommés (tranche 2)	Pour une consommation de 0 à 20 kWh, exonération de TVA
Clients en moyenne tension 15 ou 20 KV et hôtels dont la puissance souscrite est supérieure ou égale à 200 KVA	0,16 \$ par 250 kwh consommés (Hôtels, services, commerces)	Sans coupure à l'heure de pointe : 7,64 \$/KVA souscrite à la pointe
	0,13 \$ par 250 kwh consommés (Industries pures)	Sans coupure à l'heure de pointe : 12,16 \$/KVA souscrite à la pointe

Source : Société béninoise d'énergie électrique (SBEE), juillet 2009.

TABLEAU II.4 : LE COÛT DE L'EAU

	TRANCHE 1 (de 0 à 5 m³)	TRANCHE 2 (de 5 à 9 m³)	TRANCHE 3 (de 10 à 15 m³)
Prix au m³ (TTC) Tous secteurs confondus	0,41 \$	0,87 \$	0,41 \$

Source : Fiche sectorielle « Coûts de l'eau » éditée par le Centre de promotion des investissements, 2006.

Le secteur privé au Bénin

Descriptif des organismes et institutions où le secteur privé est prépondérant

La résolution des nombreux problèmes auxquels est confronté le secteur privé passe par un dialogue constant entre le secteur privé et ses partenaires qui sont pour la plupart du secteur public.

Au nombre des autres instruments que le Bénin met à la disposition des investisseurs privés figurent :

- **Le Conseil présidentiel de l'investissement**, un organisme de réflexion, sous la direction du chef de l'État. Il se réunit semestriellement pour formuler des propositions et des recommandations sur les questions se rapportant au développement des investissements publics et privés au Bénin. Il est composé de 18 membres, dont six investisseurs étrangers résidant au Bénin, six investisseurs étrangers potentiels et six investisseurs béninois. Ce conseil est fort apprécié par le milieu d'affaires étranger établi au Bénin qui est directement concerné par ses travaux.
- **Le Conseil des investisseurs privés au Bénin (CIPB)**, un cercle de réflexions, d'échanges, d'analyses et de propositions. Le CIPB joue un rôle clé vis-à-vis des instances nationales de décision en tant que conseiller, voire réformateur, sur les plans économique, social et fiscal. Dénué de toute ambition politique, le CIPB défend avant tout une vision à long terme de l'entreprise et de l'emploi. Ce conseil comprend une trentaine de membres actifs.
- **Le Conseil national du patronat du Bénin (CNP-Bénin)** : Le CNP-Bénin se présente comme un interlocuteur représentatif face aux pouvoirs publics pour la promotion du secteur privé. Il regroupe des organisations, associations et groupements professionnels d'employeurs du Bénin. Le Conseil national du patronat du Bénin est le fruit d'une union de 19 groupements professionnels.
- **La Chambre de commerce et d'industrie du Bénin (CCIB)** : La CCIB a pour mission de représenter, protéger, assurer et défendre les intérêts des acteurs économiques auprès des pouvoirs publics, des institutions privées nationales et des organismes extérieurs. Elle peut également agir auprès du gouvernement sur toutes les questions visant l'amélioration des conditions de travail des acteurs économiques et l'accroissement de la prospérité. Elle héberge le Centre de formalités des entreprises (voir le chapitre IV).
- **Le Centre de promotion des investissements (CPI)** : Le CPI a pour objet de favoriser le développement et la promotion des investissements au Bénin. À ce titre, il est chargé d'accueillir et de conseiller les investisseurs étrangers afin de faciliter la réalisation rapide de leurs projets et d'amorcer toutes mesures susceptibles d'améliorer le climat des investissements au Bénin.
- **L'Agence béninoise de promotion des échanges commerciaux (ABePEC)** : L'ABePEC est un organisme public chargé de développer et de promouvoir le développement des échanges commerciaux entre le Bénin et le reste du monde. Sa vision est de devenir une plateforme d'information économique et commerciale et un puissant instrument d'accompagnement au service des investisseurs nationaux et étrangers.





Introduction

Au cœur de l'UEMOA et lié par les accords de libre-échange et de co-prospérité avec le grand marché nigérian, le Bénin offre aux investisseurs une position commerciale unique dans l'Ouest africain. La stabilité politique dont il jouit lui a permis de créer un cadre macro-économique favorable qui peut garantir dans la durée la rentabilité des investissements.

Il possède un potentiel non encore exploité. Que ce soit dans l'agroalimentaire, la transformation du coton, les mines, le développement touristique et les télécommunications, des possibilités d'investissement existent au Bénin.

Domaines prioritaires

L'agriculture et l'agroalimentaire

Disposant de 80 % de terres arables dont seulement 20 % sont utilisées, le secteur agricole offre un énorme potentiel de développement. L'agriculture permet au pays d'exporter des productions, notamment dans les principales filières suivantes : le café (expérimentation réussie de la variété *Niaouli* qui est un *robusta* ayant subi un greffon d'*arabica*), la culture fruitière (ananas, mangues, oranges, avocats), les oléagineux (palmier à huile, cocotier, arachide, karité, graines de coton), les tubercules et plantes à racine (igname, manioc, patate douce, pomme de terre, etc.), l'anacarde (noix de cajou) et le riz (*nerica*).

Le Bénin peut également s'orienter, d'une part, vers la production agricole de produits de contre-saison

et, d'autre part, vers des produits importés des pays limitrophes (fraises du Burkina Faso et tomates du Togo).

Le coton et sa filière

La privatisation du secteur du coton pourrait augmenter les rendements (la capacité d'égrenage actuelle est de 600 000 t/an), offrant ainsi aux deux filières – la fibre textile et les oléagineux. Ces secteurs industriels demeurent encore sous-exploités, bien qu'ils constituent au Bénin des exemples de développement et d'exploitation, certes limités dans leur nombre, mais très probants (voir l'encadré III.1). Jusqu'à maintenant, cette privatisation s'est limitée à la cession de 33,5 % de SONAPRA en 2008. SONAPRA est une entreprise clef dans ce secteur, possédant 10 usines d'égrenage du coton-grain (voir section sur la privatisation).

Face aux subventions accordées par le gouvernement des Etats-Unies aux producteurs de coton et l'impact que cela a entraîné sur les autres pays producteurs, dont le Bénin, plusieurs actions ont été menées au niveau international pour traiter ce problème. La CNUCED, notamment, a organisé des conférences à ce sujet sous l'égide de son programme sur les produits de base. Le 2 décembre 2008, lors d'une réunion spéciale de la CNUCED sur le coton, le secrétaire-général, M. Supachai Panitchpakdi, a rappelé l'importance d'éliminer, dans le secteur du coton, les mesures ayant des effets de distorsion sur les échanges et les barrières d'accès au marché. Et en août 2009, l'OMC, suite à une plainte portée par le Brésil, a jugé ces subventions illégales.

Encadré III.1 : Que représente la filière coton au Bénin?

Le coton et l'ensemble de sa filière sont la principale source de croissance de l'économie béninoise. En 2005 :

- Production : 350 000 tonnes de coton graine en moyenne par an
- Revenus : environ 160,2 millions de dollars américains (70 milliards de FCFA) versés chaque année à plus de 325 000 exploitants
- Les exportations de coton représentent environ 80 % des exportations totales du pays.
- La filière procure 45 % des recettes fiscales (hors douane).
- La filière contribue à 13 % du PIB.
- Le coton représente environ 60 % du tissu industriel béninois à travers 18 usines d'égrenage, 5 unités textiles, 3 usines de trituration des graines de coton et 1 usine de fabrication de coton hydrophile.

Source : Rapport de la Commission parlementaire d'enquête sur la filière coton, mai 2006.

Les principales filières dans l'agriculture

Le secteur de l'agriculture offre des débouchés importants. La diversité des cultures et le potentiel de leur développement procurent aux investisseurs de réelles possibilités.

La filière manioc

Le manioc est une culture vivrière parfaitement maîtrisée au Bénin, avec une production de 2 629 280 tonnes en 2008, dont 50 % sont transformées en gari. Il permet également la production de cossettes, qui est un aliment de substitution pour le bétail. Dans un contexte où les pays industrialisés revoient leurs principes d'alimentation du bétail, la demande en cossettes est largement insatisfaite. Les possibilités de faire évoluer cette culture de subsistance vers une culture de rapport sont donc excellentes.

La filière anacarde et la production de noix de cajou

L'anacarde du Bénin donne une noix de cajou réputée pour sa qualité d'autant plus qu'elle est exempte de produits phytopharmaceutiques. D'une valeur gustative fort appréciable, la noix de cajou est utilisée dans l'industrie pharmaceutique pour ses propriétés insecticides, fongicides et bactéricides. Elle trouve aussi des débouchés intéressants dans l'industrie du traitement du cuir.

Jusqu'à présent, l'anacarde – le Bénin en a exporté 50 000 tonnes en 2007, soit 9 % de la production mondiale – est vendu brut en Inde, qui exporte vers l'Europe des noix de cajou nettoyyées et conditionnées.

Un traitement et un conditionnement sur place de la noix offriraient au marché européen un produit de qualité à des coûts compétitifs.

Encadré III.2 : Des fonds souverains pour financer des projets agricoles

Selon les prévisions de la CNUCED, les investissements de fonds souverains des pays du Golfe dans le secteur agricole vont s'accroître dans les années à venir, stimulés par des considérations stratégiques liées à la sécurité et la stabilité des prix de l'approvisionnement alimentaire.

En effet, les pays du Golfe importent annuellement pour plus de 10 milliards de dollars en produits alimentaires. Cette demande est appelée à augmenter puisque la population s'accroît de 2,4 % par an comparativement à la moyenne mondiale de 1,1 %. Par ailleurs, l'augmentation de la demande en eau des ménages et des industriels risque de réduire l'approvisionnement en eau destiné à l'agriculture.

Face à cette pénurie, les fonds des pays du Golfe devront investir davantage dans les importations en provenance d'autres régions d'Afrique et d'Asie. Investir dans de tels projets peut être un moyen de réduire la volatilité des prix actuels et d'assurer la sécurité d'approvisionnement.

Jusqu'à présent, les investissements effectués par les fonds souverains des pays du Moyen-Orient ciblaient principalement des projets industriels, financiers et touristiques ainsi que des projets d'infrastructure et de transport.

Le succès obtenu par ces fonds en raison des possibilités qu'ils ont offertes à la fois à leurs investisseurs et aux pays où ils investissent pourrait permettre à ces derniers de diversifier leurs portefeuilles et de procurer le financement nécessaire pour le développement agricole des pays en développement, notamment les pays subsahariens.

Déjà, certains fonds ont manifesté leur intention dans ce sens comme l'Abu Dhabi Investment Company, dotée d'un fonds estimé à au moins 500 milliards de dollars américains ou le fonds Emergent Asset Management, connu pour la gestion de capitaux émergents qui va lever entre 450 et 750 millions de dollars américains pour investir dans des champs en Afrique subsaharienne ou encore un fonds privé des Émirats arabes unis Abraaj Capital qui prospecte actuellement des possibilités d'investissement dans le domaine agricole dans différents pays d'Afrique subsaharienne.

Cependant, comme le montre l'expérience récente en Afrique, il est important dans toute acquisition de terrain de ce genre, que les besoins et droits des agriculteurs déjà sur place soient respectés.

Source : CNUCED, Rapports sur l'investissement dans le monde 2008 et 2009.

La filière ananas

Le Bénin produit annuellement 150 000 tonnes d'ananas, dont 2 400 tonnes sont exportées. La production se fait sur 2 200 hectares; le Bénin dispose de 490 000 hectares aptes à la culture d'ananas. Les conditions pédoclimatiques sont très favorables dans sept départements sur douze : Atlantique, Littoral, Ouémé, Plateau, Mono, Couffo et Collines.

Le Bénin produit deux types d'ananas : la variété « Cayenne lisse » et la variété « Pain de sucre », un fruit miniature. Cette dernière peut présenter d'importantes possibilités du fait qu'elle est très recherchée dans la gastronomie de luxe occidentale. Seulement, elle n'est pas encore exportée et il y a beaucoup d'intérêt à investir dans ce genre de filière, dont la consommation progresse de 3 % chaque année en Europe. Pour cela, il faudrait remédier aux problèmes liés notamment au manque d'unités de conditionnement et d'emballage de fruits.

Le Bénin pourrait aussi se positionner sur le marché des jus, encore inexploité. En effet, la transformation d'ananas est toujours dans un état embryonnaire et présente des possibilités d'investissement.

La filière karité

Le Bénin est le quatrième producteur d'amandes de karité après le Mali, le Burkina Faso et le Nigéria. Le pays produit 15 000 tonnes d'amandes sèches pour 5 000 tonnes de beurre.

Fabriques d'emballages

Le secteur de l'agro-industrie se développe au Bénin. Des unités de transformation de produits agricoles voient de plus en plus le jour. Le secteur qui accompagnera le développement de cette filière sera nécessairement celui de l'emballage, lequel est devenu un critère de choix chez les consommateurs. Il est important qu'il soit au meilleur goût. Le Bénin pourrait s'attaquer à ce secteur en encourageant divers investisseurs à installer des unités d'emballage sous toutes les formes (verrerie, plasturgie, cartonnerie) répondant aux exigences de qualité des marchés cibles.

La filière de l'élevage et de la pêche

Répondant aux besoins de la population, le Bénin est obligé d'importer des animaux sur pied des

pays voisins et de la viande surgelée d'Europe. Les investisseurs peuvent saisir cette occasion pour réaliser des projets dans ce domaine à travers la construction d'unités de fabrication de produits laitiers ou de fermes d'élevage.

Les bovins, les caprins, les porcins, les équins et la volaille sont les principales races élevées au Bénin. La production est estimée à 30 000 tonnes pour la viande, 40 000 tonnes pour le lait et 200 millions d'œufs.

Dans le domaine de la pêche, l'essentiel de la production halieutique (poissons, crevettes et crustacés) provient de la pêche maritime (industrielle et artisanale) et de la pêche continentale. Le niveau actuel de la production est d'environ 12 000 tonnes en mer et 30 000 tonnes dans les eaux continentales.

Malgré toutes les potentialités disponibles, il existe un déficit par rapport à la consommation nationale. Le Bénin est un importateur de poissons, de crustacés et de mollusques. Ces produits proviennent de certains pays d'Europe (France, Pays-Bas, Norvège, Argentine, Belgique, Allemagne, etc.) et d'Afrique (Angola, Mauritanie, Sénégal, Maroc, Ghana).

Le Bénin est aussi un exportateur de produits halieutiques, surtout de crevettes *Penaeus duorarum* à l'état frais. La création en 1993 de sociétés privées a dynamisé quelque peu cette filière des exportations. Les pays destinataires de cette denrée à l'état frais sont les pays européens comme la France, l'Italie, la Belgique et les pays africains comme l'Angola et la Côte d'Ivoire.

L'exportation vers les pays limitrophes (Togo, Nigéria, Niger et Burkina Faso) concerne essentiellement le poisson fumé, la crevette fumée et le crabe frais et séché. Les quantités sont importantes, mais le manque de contrôle aux frontières douanières ne permet pas d'avoir une idée nette de ces quantités.

Des possibilités existent dans ce domaine pour les investisseurs, soit par le développement et la promotion de la pisciculture, soit par la création de chaînes de froid pour la conservation des produits halieutiques répondant aux normes phytosanitaires des marchés cibles des exportateurs.

Le tourisme et ses filières

Le Bénin connaît une activité touristique en croissance et les possibilités d'investissement dans ce secteur concernent :

Le safari-tourisme

Le Bénin est l'un des rares pays de l'Afrique de l'Ouest qui dispose de réserves protégées dans la région.

Les parcs nationaux de la Pendjari (275 000 hectares) et du W (570 000 hectares) avec des zones cynégétiques disposant d'une faune et d'une flore riches et variées composées d'éléphants, de buffles, d'antilopes, d'hippopotames, de crocodiles, d'oiseaux, etc. Les grands parcs naturels et les espaces sauvages du nord du pays sont sous-exploités en raison du manque d'infrastructures d'accueil adaptées telles que les hôtels, les campements, etc.

Le tourisme de découverte

Le Bénin dispose de nombreux sites et attraits touristiques : des cordons littoraux, des lagunes, des lacs, des sources thermales (la plus importante est Possotomé, d'où provient une eau minérale du même nom, produite industriellement), des cascades, des sites urbains à Porto Novo notamment, où abondent les survivances d'une architecture lusitanienne, et des villages entièrement bâtis sur l'eau. En effet, le Bénin est le seul pays en Afrique à posséder des villages lacustres où vivent plus de 70 000 personnes (le plus réputé étant Ganvié, avec plus de 15 000 habitants).

La « route des pêches », qui s'étend sur 35 km de côte, présente une grande variété de paysages : mangrove, plans d'eau, plaine côtière sableuse, etc. La viabilisation de cette zone ainsi que son équipement permettront aux acteurs économiques d'investir dans l'aménagement d'infrastructures hôtelières, de tourisme et de loisirs.

Le tourisme culturel

Le Bénin est le berceau mondial du vaudou, où est née une croyance pratiquée par la diaspora, principalement aux Antilles, à Haïti et au Brésil. La pratique du culte vaudou donne lieu à de très fréquentes manifestations, à des démonstrations de danses et de chants d'une incontestable valeur

et à des manifestations des traditions, notamment autour du temple des pythons à Ouidah. Le 10 janvier de chaque année, le Bénin célèbre la fête nationale des religions traditionnelles. Cette journée peut présenter des possibilités de développement d'un tourisme culturel.

Le Bénin est l'un des berceaux de la « traite négrière ». Un circuit de la « route de l'esclave » peut remémorer, à des fins touristiques, la souffrance d'un peuple (une telle initiative se pratiquait il y a quelques années sous la dénomination « Gospel et racine »). Le potentiel de ce tourisme peut se comparer à celui de l'île de Gorée au Sénégal et de la région *Cape Coast* au Ghana.

Le circuit des visites des palais où vivaient les anciens rois du Dahomey peut présenter également d'excellentes possibilités en matière de tourisme.

Les possibilités minières

Le sous-sol béninois est assez riche en produits miniers. C'est ce qui ressort de diverses missions de prospection qui ont abouti à l'établissement d'une cartographie. Elle présente le nouveau visage de la géologie du sol.

L'or

Les travaux de recherches géologiques ont permis de découvrir d'importantes zones métalliques aurifères. La zone métallique aurifère de l'Atacora, d'une superficie de 10 000 km², comporte quatre petits gisements, un filonien et trois alluvionnaires, et plusieurs indices et anomalies géochimiques.

Le gisement filonien est évalué par puits, tranchées et sondages. Les forages, au nombre de 44, d'une profondeur moyenne de 56 mètres, totalisent 2 481 mètres. Les réserves calculées à partir de ces travaux s'élèvent à 800 kg d'or métal. La teneur moyenne est de 9 g/t. Ces évaluations concernent une partie de la minéralisation. Les tranches minéralisées de plus de 50-100 m de profondeur restent à explorer. Le gisement filonien de Perma est constitué de 22 filons de quartz répartis sur une superficie de 2 km². La réserve prouvée est de 800 kg d'or filonien avec une teneur moyenne de 9 g/t. Les rivières Sina-Issiré et Sarga recèlent chacune une tonne d'or métal avec une teneur moyenne de 1 g/m³.

La zone métallique aurifère de l'Atacora a été divisée en 18 périmètres miniers, dont 12 sont déjà octroyés à des compagnies minières. Dans le secteur de l'Alibori, toujours dans le nord du Bénin, huit périmètres miniers ont fait l'objet d'une délimitation pour la recherche d'or. Les recherches se poursuivent compte tenu de nombreux indices identifiés dans la zone de l'Atacora. Les perspectives sont très prometteuses.

Le fer

Le Bénin dispose d'importants gisements de fer non exploités dans l'extrême-nord du pays (plus de 500 millions de tonnes). Ces gisements se trouvent essentiellement dans la partie septentrionale du Bénin, notamment à Loumbou-Loumbou et à Madekali. À Loumbou-Loumbou, dans la région de Karimama, on trouve un gisement de fer avec des réserves de 266 millions de tonnes contenant de 46 à 52 % de fer et de 13 à 15 % de silice.

À Madekali, dans la région de Kandi, il existe un gisement de fer avec des réserves d'environ 240 millions de tonnes contenant les mêmes pourcentages qu'à Loumbou-Loumbou.

Les phosphates

À Mékrou, au nord-ouest du Bénin, se trouve un gisement de phosphate dont les réserves sont évaluées à 5,5 millions de tonnes. La teneur du minerai, utilisé notamment dans l'agriculture, est en moyenne de 25,2 % de P_2O_5 .

Matériaux et combustibles fossiles

Le sous-sol béninois regorge de matériaux de construction dans des proportions très diverses. Les plus connus sont le calcaire, le marbre, l'argile, le kaolin, le sable siliceux, les graviers et les pierres ornementales. Des occasions sont offertes aux investisseurs. D'ailleurs, les autorités envisagent d'octroyer un nombre de permis de prospection pour certains de ces matériaux.

Le calcaire

Les gisements de calcaire sont estimés à plus de 140 millions de tonnes à Onigbolo, Massè et Bakpodji. C'est la Société des ciments d'Onigbolo (SCO) qui détient le gisement d'Onigbolo (90 millions de tonnes). Le gouvernement béninois et le gouvernement fédéral du Nigéria envisagent de la privatiser.

Le marbre

Des possibilités sont à saisir dans cette activité à travers l'exploitation du marbre pour la réalisation de dalles, de chaux et de grains en vrac pour granito. Trois gisements sont recensés : le marbre d'Idadjo (environ 2,3 millions de m^3), le marbre du Mono (6,5 millions de m^3) et le marbre du Couffo (150 000 m^3 de marbre blanc et gris).

Les argiles

Le Bénin cherche à établir des partenariats pour exploiter les gisements d'argiles. Le marché est porteur d'autant plus que le minerai est disponible sur trois sites : Gbédji-Kotovi (5 millions de tonnes), Massi (1,5 million de tonnes) et Zogbodome (10 millions de tonnes). Des briques cuites, des tuiles et des carreaux sont fabriqués avec cette matière.

Le kaolin

Le kaolin est une matière nécessaire pour la fabrication de poteries, de céramiques sanitaires, de carreaux ou encore de ciment blanc. Il existe des possibilités d'exploitation des réserves actuelles de Kétou (1 milliard de m^3 de kaolin) et d'Adakplamè (1 million de m^3 de kaolin blanc).

Les sables siliceux

Des réserves de sables siliceux sont recensées à Houéyogbé (700 000 m^3) et à Sèmè-Kpodji (1 200 000 m^3). Leur teneur est de 98 % de SiO_2 . Le minerai est utilisé dans la production de verre coloré et de bouteilles.

Les graviers

Une réserve de gravier à Sè s'étend sur une superficie de 6 km^2 . Une réserve de 13 millions de m^3 renferme une matière utilisable dans les BTP.

Les pierres ornementales

Les pierres ornementales du Bénin – granulites, rhyolites, granites, monzonites, monzo-syénites et granodiorites – présentent les mêmes caractéristiques que celles qui sont écoulées sur le marché international.

Autres potentiels miniers

Le rutile

Les nombreux gisements éluvionnaires de rutile liés au filon de quartz, notamment ceux de Pehunco et de Birni, ont permis de déterminer une zone métallique rutilifère de trois à cinq kilomètres de largeur, s'étendant sur plus de 300 km entre Pira et Kérou.

Le zircon

Deux gisements de zircon ont été recensés à Ouarangji et à Sassouana dans la région de Ségbana. Les niveaux minéralisés d'une épaisseur variant de 0,5 à 1 m sont recouverts de dépôts stériles de 3 à 6 m d'épaisseur. Les teneurs sont de 32 kg de zircon par tonne de minerai. La fraction lourde contient également de l'ilménite et du malacon.

Les diamants

Les autorités béninoises entendent fournir des permis de prospection de diamants dans un périmètre qu'elles ont délimité à Dassari, au nord-ouest de Tanguiéta. La superficie en question est de 1 168,6 km². C'est dans cette zone, et plus précisément dans les alluvions du cours moyen de la rivière Magou, que des diamants microscopiques ont été identifiés, soit six cristaux de diamant d'un poids total de 0,48 mg. Sur un plan technique, le secteur est constitué au niveau du cours moyen de Magou de grès, de siltstones et d'argillites de la formation de Pendjari et au niveau du cours supérieur de serpentinites souvent chromifères et basaltes.

Le Bénin est déterminé à exploiter son secteur minier. Il a opté pour l'établissement d'un cadre propice aux investissements, que ce soit au niveau de la fiscalité, du cadre réglementaire ou institutionnel. Tout ceci devrait être inscrit dans un code minier en cours de révision.

Autres possibilités d'investissement

Le secteur de l'environnement

Le gouvernement béninois soutient activement les investissements dans le secteur de l'environnement et adopte de nombreuses mesures pour atteindre ses objectifs environnementaux à l'horizon 2010. Les objectifs sont d'améliorer la conscience environnementale de la population, d'intégrer la dimension environnementale dans les stratégies et les projets, de développer des infrastructures géographiques nationales et d'améliorer la gestion des frontières.

La bioénergie

La bioénergie peut constituer une chance pour le Bénin et même pour l'Afrique toute entière. C'est un secteur sur lequel le Bénin peut miser. L'ampleur des défis énergétiques du Bénin dans un environnement international caractérisé par la hausse vertigineuse du prix du pétrole ces dernières années a incité le gouvernement à promouvoir la bioénergie.

L'option de la bioénergie constitue un pas vers l'indépendance énergétique. En même temps, elle se présente comme une source de création de richesse et d'emplois.

Parmi le biodiesel, le biogaz et le bioéthanol, le gouvernement a choisi l'option du bioéthanol uniquement. Dans ce sens, le Bénin pourrait alors espérer écouler sur le marché international ses produits agricoles. Mais avant d'en arriver là, la volonté politique du gouvernement n'est pas suffisante pour espérer voir émerger cette activité. Un cadre réglementaire et fiscal doit être mis en place. Il devra promouvoir davantage ce secteur.

De même, il faudrait que l'Union européenne et les États-Unis, qui ont fixé des cibles élevées par rapport à leur capacité de production pour le mélange obligatoire de la bioénergie avec les combustibles fossiles (5,75 % pour 2010 pour l'UE et 136 millions de litres pour 2022 pour les États-Unis), suppriment les barrières à l'importation des bioénergies.

Le secteur pétrolier

En dépit de la marginalisation du champ pétrolifère de Sèmè situé à la frontière avec le Nigéria – dont l'exploitation n'a duré que de 1982 à 1998, date de son épuisement –, trois nouvelles structures présentant de bonnes réserves d'hydrocarbures ont été découvertes, respectivement à Avrankrou, Sèmè-Kpodji et Allada. Tous ces sites se situent dans le sud du pays. Ils pourraient totaliser 1086,6 millions de barils de pétrole. Un contrat de licence de 44,5 millions de dollars américains a été signé entre une société ivoirienne et les autorités pour l'exploitation du site de Sèmè-Kpodji. Selon les estimations de cette compagnie, la production pourrait se situer entre 2 500 et 5 000 barils/jour.

Ne disposant pas de ressources naturelles pour répondre aux besoins de sa population, le Bénin est obligé d'importer tous les produits pétroliers. Pour cela, il doit nécessairement disposer d'unités de stockage. Leur capacité actuelle est de 125 000 tonnes. Des possibilités pourront être créées pour améliorer et augmenter cette capacité. D'ailleurs, il est prévu d'ouvrir de nouvelles zones de stockage dans le port de Cotonou. La société anglaise Oryx en utilise déjà une.

Si le Bénin importe les produits pétroliers, il ne peut cependant pas importer du pétrole brut car il ne dispose pas de raffinerie capable de le traiter. Dans ce contexte, l'État a prévu, dans le cadre du schéma directeur d'aménagement urbain de Cotonou établi en novembre 2006, d'en installer une à la frontière nigériane, près du tracé du gazoduc qui sera en partie installé le long des berges, à environ 15 à 20 km du littoral ouest-africain.





Système législatif et judiciaire**Histoire et base**

Le Bénin est pionnier dans la mise en place d'un système démocratique en Afrique francophone. Depuis les années 1990, il a lancé des réformes qui lui ont assuré une stabilité politique. De nouvelles institutions ont vu le jour. Leur fonctionnement est jugé convenable même si le mode de gouvernance pose encore des problèmes.

Le pouvoir judiciaire

Le titre VI de la Constitution béninoise stipule que « le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Il est exercé par la Cour suprême, les cours et tribunaux créés conformément à la Constitution ». La Cour suprême est la plus haute juridiction de l'État en matière administrative, judiciaire et des comptes de l'État. Elle est également compétente pour statuer sur les contentieux des élections locales.

La Haute Cour de justice est habilitée à juger le président de la République et les membres du gouvernement s'ils sont soupçonnés de haute trahison ou s'ils commettent des infractions dans le cadre de leurs fonctions. Elle peut aussi statuer sur des affaires impliquant leurs complices en cas de complot contre la sûreté de l'État. Les juridictions de droit commun statuent sur les infractions commises par les citoyens en dehors de l'exercice de leurs fonctions.

Il existe au Bénin huit tribunaux de première instance, quelques tribunaux de conciliation qui n'ont aucun pouvoir juridictionnel et une seule cour d'appel, située à Cotonou, qui doit couvrir les dossiers de toutes les autres villes.

Le pouvoir législatif

Le Parlement représente le pouvoir législatif. Il est constitué d'une seule chambre, l'Assemblée nationale, élue au suffrage universel direct. Le mandat de ses membres, d'une durée de quatre ans, est renouvelable. Sur le plan organisationnel, deux sessions ordinaires, d'une durée de trois mois chacune, se tiennent aux mois d'avril et d'octobre. Une exception déroge à la règle. Le président de l'Assemblée nationale peut convoquer une session extraordinaire si le président de la République ou la majorité absolue des députés le lui demande. Sa durée ne peut dépasser 15 jours.

Le pouvoir exécutif

Le président de la République, chef de l'État et du gouvernement, est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois. Il choisit son équipe gouvernementale, qui est responsable de ses actes devant lui. Il a le pouvoir exécutif entre les mains. Il exerce le pouvoir réglementaire et assure l'exécution des lois. Il est garant de l'indépendance nationale et du respect de la Constitution. Il fixe et mène la politique de la Nation.

Protection des personnes et propriété

Le Bénin dispose d'un environnement juridique libéral fortement inspiré des normes internationales assurant un traitement juste et équitable des investissements étrangers. Le principe du traitement national est consacré par la Constitution du 11 décembre 1990. Il permet aux exploitants étrangers de bénéficier des mêmes droits et libertés que tout citoyen béninois. La Constitution garantit en outre le principe de non-discrimination et d'égalité de traitement de tout individu devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale.

Cadre juridique

Les investissements sont régis par la loi n° 90-002 du 9 mai 1990 portant Code des investissements (modifiée par la loi n° 90-033 du 24 décembre 1990 et par l'ordonnance n° 2008-06 du 5 novembre 2008). Ce code édicte le principe de liberté d'exercice de toute activité industrielle, agricole, commerciale ou artisanale autorisée par l'État. Dans le but de faire jouer la libre concurrence, il est garanti que les entreprises publiques et privées, de nationalité béninoise ou étrangère, bénéficient des mêmes droits au titre du Code et sont également soumises aux mêmes obligations.

Le Code des investissements permet aussi aux investisseurs de gérer et de transférer librement leurs capitaux. Les sociétés qui valorisent les ressources locales et créent de l'emploi et de la valeur ajoutée bénéficient quant à elles d'incitations diverses. Le Code accorde une priorité et des avantages aux entreprises qui contribuent à la valorisation des ressources locales et à la création d'emplois et de valeur ajoutée. Il prévoit un régime de droit commun, cinq régimes privilégiés (A, B, C, D et E) et un régime dit spécial (voir section sur les incitations fiscales).

Sur le plan international, le Bénin a ratifié diverses conventions internationales relatives à la protection des investissements et à l'arbitrage international en matière d'IDE qui ont amélioré sensiblement l'environnement national de l'investissement. Il s'agit de la Convention de New York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, de la Convention de Washington du 18 mars 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (CIRDI) et de la Convention de 1985 portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI).

Le Bénin est également signataire de tous les actes du Traité OHADA relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique.

Dans le souci d'attirer les investissements étrangers, le Bénin a conclu un certain nombre (14) d'accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements, dont quatre sont entrées en vigueur. (Ces accords concernent la non-discrimination, la protection de l'expropriation, le transfert de fonds et les droits de propriété, entres autres.) Le Bénin est également signataire de deux accords relatifs à la non-application de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu : la Convention fiscale entre la France et le Bénin signée le 27 février 1975 et la Convention fiscale entre la Norvège et le Bénin datant du 29 mai 1979.

Entrée et sortie

Le principe de la liberté d'entrée et de sortie est garanti au Bénin. Il n'existe, à ce jour, aucune restriction particulière touchant une catégorie de personnes étrangères. Ainsi, les acteurs économiques étrangers qui désirent investir au Bénin peuvent créer leur société ou s'associer à des partenaires disposant de sociétés établies au Bénin.

Toutes les entreprises sont tenues de se faire immatriculer à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE). L'immatriculation est faite par la Direction générale des impôts et des domaines par suite de la déclaration d'existence souscrite par les entreprises.

Les filiales des sociétés transnationales présentes au Bénin peuvent exercer leurs activités pour une période unique de deux ans, au terme de laquelle elles devront soit être liquidées, soit fusionner avec une société de droit béninois existante ou à créer.

Autorisation d'exercice

La loi béninoise n'entrave pas la création d'entreprise par un exploitant étranger, celui-ci n'étant soumis à aucune restriction en ce qui concerne la constitution de sociétés. En outre, toute entreprise régulièrement constituée à l'étranger peut exercer une activité commerciale au Bénin par l'ouverture d'une succursale dont l'immatriculation est requise au Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM).

TABLEAU IV.1 : LISTE DES ACCORDS BILATÉRAUX DE PROMOTION ET DE PROTECTION DES INVESTISSEMENTS CONCLUS PAR LE BÉNIN

Pays	Année	Entrée en vigueur
Belgique, Luxembourg	2001	2007
Burkina Faso	2001	
Chine	2004	
Ghana	2001	
Guinée	2001	
Liban	2004	
Mali	2001	
Maroc	2004	
Maurice	2001	
Pays-Bas	2001	
République fédérale d'Allemagne	1978	1985
Royaume-Uni	1987	
Suisse	1966	1973
Tchad	2001	1987

Source : CNUCED, base de données FDI/TNC (<http://www.unctad.org/fdistatistics>) au 1er juin 2008.

Afin de soutenir, de faciliter et d'accompagner les investisseurs pour leur installation au Bénin, un certain nombre de mesures ont été prises :

- Pour aider les investisseurs dans leurs démarches, le Centre de promotion des investissements (CPI) met à leur disposition toute assistance dans le cadre des modalités d'installation et d'identification de partenaires ainsi que des relations avec l'administration et une mine de renseignements sur les créneaux porteurs.
- Le guichet unique, appelé Centre de formalités des entreprises (CFE), a également été mis en place. Il est installé dans les locaux de la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin (CCIB). Il permet aux investisseurs d'accomplir, en un même lieu, dans un délai minimum et à un coût réduit, les formalités liées à la création d'entreprises individuelles et sociétaires ainsi que d'établissements secondaires. Mais si, sur le papier, il faut à peine 10 jours pour créer une entreprise, dans les faits, les délais s'avèrent bien plus longs car ce guichet unique n'est pas véritablement opérationnel.

Deux types d'entreprises sont reconnus au Bénin :

- Une entreprise individuelle est enregistrée sous le Régime A. Elle se caractérise notamment par l'exercice de l'activité par l'entrepreneur de façon indépendante. Elle est constituée par une seule personne et aucune distinction n'existe entre le patrimoine de l'entreprise et les biens propres de l'entrepreneur.
- Une société est enregistrée sous le Régime B. Elle peut être constituée par une personne physique ou morale ou plusieurs personnes physiques ou morales. Sept formes de sociétés existent. Les plus utilisées sont la Société à Responsabilité Limitée (SARL) et la Société Anonyme (SA).

Les frais de constitution d'une entreprise sont décrits au tableau IV.2.

TABLEAU IV.2 : FRAIS DE CONSTITUTION D'UNE ENTREPRISE AU BÉNIN

Description des formalités	Frais (en \$)	
Régime A – Entreprise individuelle	Nationaux	Étrangers
Immatriculation au RC	11,44	16
Publication au JO	11,44	11,44
Inscription au fichier CCIB	57,212	28,85
Première cotisation annuelle CCIB	22,88	114,42
Déclaration d'établissement	4,57	4,57
Carte professionnelle de commerçant	4,57	4,57
Prestation CFE	45,77	45,77
Total coût fixe	158	426
Inscription et cotisation à l'OBSS	Variable (23 % salaires)	Variable (23 % salaires)
Patente/TPU	Variable (13 à 26 % valeur locative)	Variable (13 à 26 % valeur locative)
Montant total des frais	158 + Frais variables	426 + Frais variables
Régime B – Société	Nationaux	Étrangers
Dépôt des statuts	11,44	16
Immatriculation au Registre du commerce	22,88	27,46
Inscription au fichier CCIB	57,212	28,85
Première cotisation annuelle CCIB	114,423	43,27
Insertion au journal (officiel) d'annonce légale	91,50	91,5
Carte de commerçant	45,77	45,77
Carte d'importateur	68,65	68,65
Déclaration d'établissement	4,57	4,57
Prestation CFE	91,50	91,5
Total coût fixe	508	918
Patente ou TPU	Variable (13 à 26 % valeur locative)	Variable (13 à 26 % valeur locative)
Inscription à l'OBSS	Variable (20 à 23 % salaires bruts)	Variable (20 à 23 % salaires bruts)
Acompte à l'OBSS	Variable	Variable
Montant total des frais	508 + Frais variables	918 + Frais variables

Source : Centre de formalités des entreprises (CFE) : frais de formalités, 2009.

Immobilier et permis de construire

Au Bénin, l'autorisation d'urbanisme est régie par le décret n° 89-112 du 24 mars 1989 portant réglementation de la délivrance du permis de construire. Celui-ci est l'acte par lequel l'autorité publique constate que des projets de construction peuvent être autorisés au regard des différentes dispositions législatives ou réglementaires auxquelles ces constructions peuvent être assujetties. Il est délivré en fonction de normes techniques et non en considération de la personne qui en devient titulaire.

La procédure d'obtention du permis de construire, dont le délai est de trois mois, est décrite au tableau IV.3.

TABEAU IV.3 : PROCÉDURE D'OBTENTION D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE

Pièces à fournir	Coût	Texte
1 Une demande établie selon le formulaire fourni par l'administration et adressée au chef de la circonscription administrative concernée	0,22 \$/m² bâti et par niveau pour les constructions à usage d'habitation	1. Décret n° 97-194 du 24/04/97 portant attributions, organisation et fonctionnement du ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme
2 Un formulaire administratif à remplir précisant l'identité du demandeur et les caractéristiques de la construction	0,34 \$/m² bâti et par niveau pour les constructions à usage de commerce, d'industrie, de bureau, etc.	Arrêté n° 0049/MEHU/DC/DHC/SA du 19 août 1998 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction de l'habitat et de la construction
3 Un titre de propriété		Arrêté n° 0029/MEHU/MSP/MISAT du 30 novembre 1992 portant modalités d'application du décret n° 89-112 du 24 mars 1989 portant réglementation de la délivrance du permis de construire en République du Bénin
4 Une note de renseignements délivrée par la Direction départementale de l'environnement, de l'habitat et de l'urbanisme concernée		2. Décret n° 89-112 du 24 mars 1989 portant réglementation de la délivrance du permis de construire en République du Bénin.
5 Un devis descriptif des travaux à exécuter		Arrêté n° 0033/MET/DC/DUH du 8 octobre 1990 définissant les prescriptions minimales à observer pour la délivrance du permis de construire.
6 Un devis estimatif de la construction envisagée. Une autorisation légalisée du voisin en cas de construction sur le mur mitoyen		
7 Le permis de construire du ou des bâtiments existants sur la parcelle		
8 Un plan de situation		
9 Un plan de masse		
10 Les plans de distribution intérieure des différents niveaux		
11 Toutes les coupes et façades nécessaires à la compréhension du projet		
12 Les plans de structure		
13 Les plans d'électricité (éventuellement). Les plans de fosses septiques et puisards (avec indication de leur capacité et du nombre d'usagers.		

Source : Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme, 2009.

Acquisition, droit à la propriété et propriété foncière

La propriété foncière au Bénin est régie par la loi n° 65-25 du 14 août 1965. La propriété foncière urbaine et rurale est libre sans distinction de nationalité. Un service de la conservation de la propriété foncière et des droits fonciers a été institué et il a pour mission d'assurer la garantie des droits réels immobiliers. Les terrains sont soumis au régime de l'immatriculation puis, après la mise en valeur, un titre foncier peut être délivré.

Le titre foncier confère un droit de propriété foncière plein et entier et peut être donné en garantie pour toute transaction hypothécaire. Par ailleurs, en 2000, la législation introduite en vertu de l'acte uniforme de l'OHADA en la matière a entièrement refondu le droit foncier communautaire en consacrant le régime du titre foncier. Cette législation est applicable au Bénin.

Dans certains cas, l'État peut proposer, lors de la signature du contrat d'installation, des mécanismes de garantie relatifs à l'acquisition et la mise à disposition du terrain sur lequel sera installée l'unité de production. Par contre, les investisseurs étrangers non titulaires de contrats de type BOT souhaitant acquérir un espace pour y installer leur entreprise ne disposent pas de ces mécanismes. Il existe cependant des sites industriels distribués à travers le pays.

Pour prévenir les situations conflictuelles difficiles liées à l'acquisition d'un terrain, certaines vérifications sont nécessaires avant toute acquisition immobilière au Bénin, qu'il s'agisse de l'achat d'un immeuble déjà doté d'un titre foncier ou d'un terrain nu par acte sous seing privé (nécessité absolue d'un acte notarié non vicié).

L'accès au capital

Le Code des investissements ne prévoit pas de restriction fondée sur l'origine de l'investissement. Concrètement, l'investisseur dispose de différentes possibilités telles que l'apport en capitaux en vue de la création, la participation ou la reprise d'une entreprise. Ainsi, chaque investisseur est libre, sous réserve qu'il se conforme aux règles du droit des sociétés, de créer ou d'accéder au capital d'une société privée.

Propriété intellectuelle

Le Bénin est l'un des 15 pays africains membres de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), créée par la *Convention de Bangui* ratifiée en 1982. Cet accord a été révisé en 1999 en vue de l'adapter aux différentes conventions internationales telles que celle de l'OMPI.

Cet accord a institué un régime de protection juridique communautaire. Transposé en droit interne, il constitue actuellement la seule référence juridique en la matière. Au même titre que les dispositions de l'OMPI, la *Convention de Bangui* garantit sur les territoires des États membres la protection et l'uniformisation, aussi efficacement que possible, des droits de la propriété intellectuelle.

Visa de travail

Les expatriés peuvent bénéficier de visa de travail durant leur premier séjour au Bénin sans aucune difficulté. Cependant, pendant les deux premières années de résidence régulière au Bénin, tout étranger ne peut exercer une activité salariale qu'en vertu d'un contrat de travail à durée déterminée.

Le visa du contrat du travailleur étranger est subordonné à la présentation d'un permis de travail délivré par le ministère chargé du travail pour une durée de douze mois, renouvelable plusieurs fois.

Cependant, les autorités béninoises peuvent refuser la délivrance ou le renouvellement d'un permis de travail lorsque la qualification professionnelle du travailleur ne répond pas aux besoins de l'économie nationale. Le refus opposé par le ministre du Travail peut faire l'objet de recours ouverts par le droit commun contre les décisions administratives.

Protection de l'investissement

Expropriation

Le respect de la propriété privée est garanti par l'article 22 de la Constitution. Le Code des investissements a également prévu une garantie contre la nationalisation et l'expropriation. Ce dernier précise en effet les garanties offertes par l'État, d'une part, contre toutes mesures de nationalisation et, d'autre part, contre toutes mesures d'expropriation des investissements réalisés sous réserve des cas d'utilité publique constatés dans les conditions prévues par la loi. Dans un tel cas, les mesures d'expropriation ne devront pas être discriminatoires et devront prévoir une réparation juste, adéquate et préalable dont le montant sera déterminé selon les règles et les pratiques habituelles du droit international.

Règlement des différends

L'arbitrage a été consacré par le préambule du Traité de l'OHADA du 17 décembre 1993 et par le titre IV du Traité comme un mode normal de règlement juridique des conflits commerciaux. L'*Acte uniforme sur l'arbitrage* (AUA) est entré en vigueur le 11 juin 1999 et constitue aujourd'hui le cadre juridique du droit de l'arbitrage qui s'applique à tout arbitrage lorsque le siège du tribunal arbitral se trouve dans l'espace OHADA. Il a vocation à s'appliquer à tout arbitrage tant interne que de droit international, qu'il s'agisse d'un arbitrage ad hoc ou d'un arbitrage institutionnel.

Tout différend entre l'administration béninoise et l'entreprise bénéficiaire d'un contrat d'Etat faisant partie de l'un des régimes privilégiés du Code des investissements (voir Tableau IV.7 dans la section sur les incitations fiscales) est réglé par une commission interministérielle présidée par le ministre du Plan et comprenant les ministres des Finances, de l'Industrie et de la Justice.

Transfert de capitaux

Le principe de la liberté de transfert des capitaux et notamment des bénéfices et des dividendes est de règle au Bénin. Il est édicté par l'article 14 du Code des investissements.

Comme dans tous les pays de l'UEMOA, le franc CFA est librement convertible et est garanti par la Banque de France. La monnaie bénéficie en outre d'une fixité par rapport à l'euro. La liberté de transfert de capital est totale entre les résidents de chacun des États de l'UEMOA. En dehors de cette zone, les relations financières du Bénin avec l'extérieur sont soumises à déclaration, toute demande de transfert de capitaux vers l'étranger devant être déposée auprès d'un intermédiaire agréé, une banque ou un établissement financier.

Cependant, l'ouverture de comptes en devises doit être autorisée par le gouvernement et la BCEAO. De plus, un grand nombre de transactions sur capitaux doivent faire l'objet de documents soumis à l'approbation du gouvernement et de la BCEAO.

Cadre fiscal

Fiscalité

Pour encourager l'investissement dans la région, les pays membres de l'UEMOA ont décidé de simplifier et d'harmoniser les règles, les procédures et la législation fiscale, qui, pour le Bénin, pesaient lourdement sur les investisseurs. Cette fiscalité permet d'accorder à des projets spécifiques d'investisseurs privés des avantages pour faciliter leurs projets dans des conditions particulièrement attrayantes. Le Bénin a fait d'importants efforts pour réduire sa fiscalité de personnes morales et physiques, qui, auparavant, demeurait élevée par rapport aux pays avoisinants. Cette fiscalité est résumée dans les tableaux IV.4 et IV.5. Le tableau IV.6 décrit les droits d'enregistrement et de timbre.

TABLEAU IV.4 : FISCALITÉ DES SOCIÉTÉS			
	Assiette	Taux (%)	Observation
Les principaux impôts et taxes auxquels sont soumises les sociétés installées au Bénin sont l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), la TVA, les taxes sur les salaires et la taxe professionnelle unique. Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux, artisanaux et agricoles (BIC)	Entreprises minières et entreprises individuelles (exploitants, personnes physiques)	25 %	Un impôt minimum appliqué au chiffre d'affaires avec un taux unique de 0,75 % sans être inférieur à 458 \$.
	Contribuables autres que les personnes ci-dessus	30 %	Il existe aussi un acompte sur impôts assis sur les bénéfices (AIB). Il est dû sur les importations, les achats et les paiements faits au titre de prestations de services. Ce taux varie de 1 % à 10 %. Institué depuis le 1 ^{er} janvier 2004, l'AIB abroge et remplace tous les prélèvements imputables sur l'impôt sur les bénéfices en vigueur jusqu'en 2003.
	Entreprises exerçant des activités de recherche, d'exploitation, de production et de vente d'hydrocarbures naturels, ainsi que les activités de transport qui en sont l'accessoire.	35 à 45 %	
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 91 540 \$ pour les opérations d'achat et de vente.	18 %	Les marchés publics à financement extérieur, les entreprises et promoteurs de zone agréés au régime de la Zone franche industrielle sont exonérés de TVA.
	Entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 34 327 \$ pour les prestataires de services.	Taux unique	
	TVA supportée lors des achats, déductible de la TVA collectée à l'occasion des ventes au détail ou en gros.		Le matériel informatique, les autobus et minibus importés à l'état neuf du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2005 sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de TVA.

Source : Direction Générale Des Impôts, 2009.

TABEAU IV.5 : FISCALITÉ DES PERSONNES PHYSIQUES

Impôt sur les revenus fonciers : la taxe foncière unique (TFU)	<p>Cette taxe est assise sur la valeur locative réelle des propriétés non bâties et bâties.</p> <p>La TFU est applicable dans les localités où a été mis en place un registre foncier urbain.</p>	<p>Taux de 6 % pour les propriétés bâties non louées.</p> <p>Taux de 5 % pour les terrains non bâtis.</p> <p>Pour les immeubles en location, taux de 6 % au profit du budget national et de 6 % au profit du budget local.</p>	La TFU est une nouvelle taxe qui remplace les anciens impôts : la contribution foncière des propriétés bâties (CFPB), la contribution foncière des propriétés non bâties (CFPNB), la taxe immobilière sur les loyers (TIL) et l'IGR foncier.
Impôt sur les bénéfices non commerciaux (BNC)	Les professions libérales, les charges et offices dont les titulaires n'ont pas la qualité de commerçant, les bénéfices de toutes occupations, exploitations lucratives et sources de profit non sujets à un impôt spécial sur le revenu.	25 %	
Impôt progressif sur les traitements et salaires (IPTS)	L'IPTS est calculé sur les traitements, salaires, indemnités, émoluments, avantages et rétributions accessoires de toute nature, perçus par une personne domiciliée au Bénin ou qui est rétribuée pour une activité exercée au Bénin pour le compte d'une entreprise installée ou non sur le territoire national.	<p>0 % : tranche inférieure ou égale à 114,4 \$</p> <p>10 % : la tranche comprise entre 114,41 et 297,5 \$</p> <p>15 % : tranche comprise entre 297,51 \$ et 640,8 \$</p> <p>20 % : tranche comprise entre 640,81 et 1 212,9 \$</p> <p>35 % : tranche > à 1 212,9 \$</p>	Le montant de l'impôt ainsi obtenu est assorti d'une réduction qui tient compte du nombre d'enfants à charge.
Versement patronal sur salaires (VPS)	Le VPS est perçu sur une assiette composée de l'ensemble des montants bruts des traitements, indemnités, émoluments, salaires, avantages et rétributions accessoires de toute nature versés aux employés.	Taux de 4 %, Réduction de 4 % accordée pour 5 ans aux entreprises et promoteurs de zone agréés au régime de la Zone franche Industrielle.	
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)	<ul style="list-style-type: none"> • Dividendes versés par une société • Revenus des obligations • Lots et primes de remboursement payées au créancier et aux porteurs d'obligations • Enfin, indemnités de fonctions versées aux administrateurs de société anonyme 	<p>18 %</p> <p>13 %</p> <p>15 %</p> <p>18 %</p>	
Impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements (IRC)	<ul style="list-style-type: none"> • Intérêts ou revenus des créances 	15 %	

Source : Direction Générale Des Impôts, 2009.

TABEAU IV.6 : DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

Les droits d'enregistrement sont proportionnels, progressifs ou fixes suivant la nature des actes et mutations qui y sont soumis. Les principaux droits proportionnels en vigueur sont :

	ASSIETTE	TAUX EN %
Droits applicables aux actes et opérations relatifs aux sociétés :	Formation et prorogation de société : Fusion :	<ul style="list-style-type: none"> • Apport en numéraire • Apport en nature de biens meubles • Apport en nature de biens immeubles
		13,74 \$
		13,74 \$
		1,14 \$
		5 %
	Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices et provisions	13,74 \$
	Cession d'obligations ou de créances négociables	13,74 \$
	Cession d'actions ou parts sociales	13,74 \$
Droits proportionnels applicables aux actes et opérations relatifs aux immeubles	Partages de biens meubles et immeubles entre coassociés	50 %
	Ventes d'immeuble	8 %
	Baux de durée limitée	1 %
	Baux de durée illimitée	8 %
	Baux à vie de biens immeubles	8 %
	Cession de droit au bail	8 %
	Contrats de crédit-bail immobilier	1 %
	Échange d'immeubles simple	5 %
Droits proportionnels applicables aux actes et opérations relatifs aux biens meubles	Ventes de biens meubles à l'exception du fonds de commerce	5 %
	Baux de durée limitée	1 %
	Baux de durée illimitée	5 %
	Contrats de crédit-bail portant sur le fonds de commerce	Gratuit
Droits proportionnels applicables à divers actes et opérations	Cession de fonds de commerce	8 %
	Marchandises neuves garnissant le fonds	2 %
	Cession de créances	0,25 %
		avec un minimum de 13,74 \$
	Marchés (construction, réparation, entretien et marchés d'approvisionnement avec l'État)	1 %
	Engagements directs tels que les découverts consolidés, les crédits à terme ainsi que tous les engagements par signature, dont les cautions, les avals, les crédits documentaires et tous les autres concours spéciaux	0,25 %
		avec un minimum de 13,74 \$
	Abandonnement pour faits d'assurance ou grosse aventure	3 %
	Acte constitutif de l'emphytéose	1 %
	Jugements, arrêts et sentences arbitrales	4 %

Source : Direction Générale Des Impôts, 2009.

TABLEAU IV.7 : LES RÉGIMES PRIVILÉGIÉS

Régimes	Conditions générales	Conditions particulières d'octroi	Avantages
« A »	<ul style="list-style-type: none"> Dégager au moins 50 % de valeur ajoutée de son chiffre d'affaires Affecter au moins 60 % de la masse salariale aux nationaux Se conformer aux normes de qualité nationales ou internationales applicables aux biens et services objets de son activité Sauvegarder l'environnement Tenir une comptabilité conforme au Plan comptable national Observer les programmes d'investissement agréés Se soumettre aux contrôles de la Commission de contrôle des investissements ainsi qu'à ceux des Services administratifs compétents Être immatriculé au registre du commerce 	<ul style="list-style-type: none"> Investir entre 45 800 \$ et 1,14 million de dollars américains Créer au moins 5 emplois permanents pour les Béninois 	<p>1) Pendant l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> Exonération de droits et taxes d'entrée à l'exception de la taxe de voirie et de la statistique sur : Machines, matériels et outillages destinés spécifiquement à la production dans le cadre du régime octroyé Pièces de rechange spécifiques aux équipements dans la limite de 15 % de leur valeur CAF (Coût Assurance Fret) <p>2) Pendant l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> Exonération de l'impôt sur le bénéfice industriel et commercial Exemption des droits et taxes de sortie applicables aux produits manufacturés et exportés par l'entreprise agréée.
« B »	idem que « A »	<ul style="list-style-type: none"> Investir entre 1,15 \$ et 6,85 millions de dollars américains Créer au moins 20 emplois permanents pour les Béninois 	idem que « A »
« C »	idem que « A »	<ul style="list-style-type: none"> Investir plus de 6,86 millions de dollars américains Créer plus d'emplois qu'en régime « B » (plus de 20) 	idem que « B » complété par la stabilisation fiscale
« D » ou investissements lourds	idem que « A »	<ul style="list-style-type: none"> investir entre 108 et 216 milliards de dollars américains 	<p>1) • la période maximale d'installation ou d'investissement est de cinq ans</p> <p>• la période d'exploitation varie entre 12, 13 ou 15 ans</p> <p>2) durant toute la période de validité de l'agrément, l'entreprise bénéficie de la stabilisation fiscale en ce qui concerne les règles d'assiettes, les modalités de recouvrement et de contrôle, de perception, de calcul, de taux et de tarification.</p> <p>3) en régime douanier :</p> <ul style="list-style-type: none"> exonération des droits et taxes d'entrée, à l'exception de la taxe de voirie, de la taxe de statistique, du timbre douanier, du prélèvement communautaire de solidarité et du prélèvement communautaire sur les machines, équipements, matériels, outillages, véhicules utilitaires, pièces de rechange et consommables, objet du projet agréé. <p>4) en régime intérieur :</p> <p>Pendant la période d'investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> exonération de la patente et de la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties. <p>Période d'exploitation à compter de la première année de production et pour une durée en fonction de la zone d'implantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> exonération de la patente et de la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties. exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) exonération du versement patronal sur les salaires du personnel expatrié régulièrement déclaré suivant la réglementation en vigueur au Bénin
« E » ou régime des investissements structurants	idem que « A »	<ul style="list-style-type: none"> investir un montant supérieur ou égal à 216 milliards de dollars américains contribuer à la consolidation des pôles de développement identifiés 	Conditions fiscales, douanières et minières particulières. Le gouvernement négocie avec les investisseurs concernés les conditions fiscales, douanières et minières particulières. Ces conditions font l'objet d'une convention

Incitations fiscales

Il existe cinq régimes privilégiés (A, B, C, D et E) ainsi qu'un régime spécial (tableaux IV.7 et IV.8). Les avantages cédés par les pouvoirs publics dans les régimes privilégiés peuvent être octroyés pour des projets dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la transformation industrielle.

TABEAU IV.8 : LE RÉGIME SPÉCIAL

Régimes	Conditions générales	Conditions particulières d'octroi	Avantages
SPECIAL	<ul style="list-style-type: none"> Être prestataire de services relevant des domaines de la santé, de l'éducation et des travaux publics Exercer une des activités admissibles aux régimes privilégiés et investir entre 11 400 \$ et 45 800 \$ 		<ul style="list-style-type: none"> Réduction de 75 % des droits et taxes à l'entrée à l'exception de la taxe de voirie et de statistique sur les équipements spécifiques à l'activité agréée et sur les pièces de rechange dans la limite d'un montant égal à 15 % de la valeur CAF des équipements.

Source : Direction Générale Des Impôts, 2009.



Régime spécial de la Zone franche industrielle

La Zone franche industrielle (ZFI) est une juxtaposition de zones géographiques délimitées et de points francs qui peuvent être installés à tout endroit sur le territoire national. Selon l'article de la loi portant régime général de la ZFI, trois zones géographiques ont ainsi été délimitées :

- Zone 1,** fortement dotée d'infrastructures de base : port, aéroport, routes, voies ferrées, télécommunications (sud du pays);
- Zone 2,** moyennement dotée d'infrastructures de base (centre du pays);
- Zone 3,** faiblement dotée d'infrastructures de base (nord du pays).

Le site abritant la zone 1 est situé à l'est de Cotonou dans la commune de Sèmè-Kpodji à la frontière bénino-nigériane. Il couvre une superficie totale de 230 hectares. Une distance d'une vingtaine de kilomètres environ le sépare du port et de l'aéroport. Il est desservi par le réseau routier le plus important du pays.

Plusieurs avantages douaniers sont consentis aux entreprises qui s'installent dans les ZFI, dont des exonérations et des réductions fiscales.

En 2009, on comptait dans la Zone franche industrielle :

- 9 entreprises industrielles d'origine étrangère, dont 5 dans des points francs
- Under last section: (voir le tableau IV.9);
- 916 emplois en création;
- et plus de 16 millions de dollars américains d'investissement en cours.

TABEAU IV.9 : SOCIÉTÉS PRÉSENTES DANS LA ZONE FRANCHE INDUSTRIELLE

Sociétés agréées	Investissements à réaliser	Nombre d'emplois à créer	Secteur d'activité	Localisation
Afokantan Bénin Cashew SA (Bénin/Pays-Bas)	924 558 \$	162	Agro-industrie	Tchaourou
Crustamer Sarl (France)	1 152 425 \$	269	Industrie halieutique	Cotonou
Power On Manufacture SA (Hong Kong)	1 258 681 \$	33	Industrie des TIC	Cotonou
Alpha Bénin SA (France/Liban)	10 406 040 \$	128	Agro-industrie	Sèmè-Podji
Shunfeng SA (Chine)	692 135 \$	47	Industrie du bois	Bohicon
Jupiter Impex Sarl (Inde)	568 175 \$	66	Industrie du bois	Abomey-calavi
Africa Food Process Sarl (Bénin)	1 303 071 \$	34	Agro-industrie	Sèmè-Podji
Yulin Sarl (Chine)	946 953 \$	56	Industrie du bois	Bohicon
Reddy Investments Sarl (Inde)	476 710 \$	121	Recyclage industriel	Sèmè-Podji
TOTAL	17 728 748 \$	916		

Source : Agence d'administration de la Zone franche industrielle (A-ZFI), 2009.

Concurrence et liberté des prix

Bien que le Code des investissements dicte en son article 13 le principe de la libre concurrence pour toute activité commerciale, industrielle, agricole ou artisanale au Bénin, aucun texte réglementaire n'organise cette matière. En l'absence de textes spécifiques réglementant le droit de la concurrence, les actions judiciaires en matière de concurrence déloyale devront être engagées devant les tribunaux sur le fondement du droit des contrats ou sur les bases du droit civil.

En l'absence de textes réglementaires spécifiques en droit interne, il convient de mettre en évidence l'existence d'une législation communautaire en matière de pratiques anticoncurrentielles adoptée par l'UEMOA. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce règlement communautaire, un comité consultatif de la concurrence a été créé en mai 2002. Ce comité semble toutefois manquer d'expertise, d'indépendance et de ressources financières. Il n'a toujours pas rendu de décision sur des cas concrets de violation de la législation en matière de concurrence.

Par ailleurs, en matière de marchés publics, le Code des marchés du 30 janvier 1996 fixe les règles de la libre concurrence. Ce texte a été complété par le décret n° 99-311 du 22 juin 1999 portant introduction d'un code d'éthique et de moralisation des marchés publics. En ce qui concerne la réglementation sectorielle, le seul secteur qui a fait l'objet d'une organisation et d'une régulation spécifique est celui des télécommunications (ordonnance n° 2002-002 du 31 janvier 2001 sur les principes fondamentaux du régime des télécommunications au Bénin, ordonnance n° 2002-003 du 31 janvier 2001 portant création et attributions de l'Autorité de régulation des postes et des télécommunications et décret n° 2003-476 du 1^{er} décembre 2003 sur l'organisation et la composition de l'Autorité de régulation des postes et des télécommunications).



Annexe 1

46

Principaux investisseurs étrangers

Nom	Pays d'origine	Domaine d'activité
MTN (Spacotel Bénin-Areeba)	Afrique du Sud	Télécommunications
CimBénin (filiale de HeidelbergCement)	Allemagne	Industrie du ciment
DHL	Allemagne	Courrier
Industrie béninoise de textile (IBETEX)	Belgique/Bénin	Industrie textile
Shunfeng SA	Chine	Agro-industrie du bois
Société sucrière de Savé (SSS)	Chine	Industrie
Yulin Sarli	Chine	Industrie du bois
Colina Vie	Bénin	Côte d'Ivoire
Assurances Société nationale pour l'industrie des corps gras (SONICOG)	Côte d'Ivoire/ Suisse/Mali	Industrie
Maersk Bénin	Danemark	Armateur et transport maritime
Etisalat	Émirats arabes unis	Télécommunications
Hôtel Marina	Espagne	Tourisme
Texaco Bénin	États-Unis	Carburants
AGF Bénin	France	Assurances
Air France	France	Transport aérien
Air Liquide	France	Industrie chimique
Alcatel Bénin	FranceT	élécommunications
Bénin Équipements (Delmas : Caterpillar)	France	T.P/Manutentions/ Énergie/Mines
Bivac International (filiale de Bureau Veritas)	France	Certification
CFAO Motors (ex-SOBEPAT)	France	Distributeur spécialisé
Colas Bénin	France	Infrastructure routière
Complexe cimentier d'Onigbolo (SCO)	France	Industrie du ciment
Crustamer	France	Industrie halieutique
Delmas Bénin (CMA CGM Group)	France	Compagnie maritime
Desjoyaux Piscines	France	Construction de piscines
Financial Bank Bénin	France	Banque
Gras Savoye	France	Assurance/courtage
Groupama Vie Bénin	France	Assurances
Groupe Bolloré (SMTC/SDV/SOCOPAO /ISAB/SEP)	France	Manutention maritime/Transit
Hôtel Ibis	France	Tourisme
Hôtel Novotel	France	Tourisme
Prezioso Bénin	France	Peinture industrielle/ Revêtement
Promopharma Sarl	France	Propriétaire de médicaments et d'article divers
SCB-Lafarge	France	Industrie du ciment
SDV Bénin	France	Services de transport
Société béninoise de gaz industriel (SOBEGI)	France	Commerce de bouteilles de gaz

Nom	Pays d'origine	Domaine d'activité
Société béninoise de pièces et automobiles de tourisme	France	Commerce de voitures neuves et d'occasion
Société béninoise des textiles (SOBETEX)	France	Industrie textile
Société des ciments du Bénin (SCB)	France	Industrie du ciment
Société Générale de Banque	France	Banque
Société Générale de Banque au Bénin (SGBBE)	France	Banque
Tchifteyan (famille)	France	Divers
Total Bénin	France	Carburants et lubrifiants
UBA Vie	France	Assurances
Usine d'engrais de Godomey	France	Agriculture
Alpha Bénin SA	France/Liban	Agro-industrie
Power On Manufacture SA	Hong Kong	Industrie des TIC
Jupiter Impex	Inde	Agro-industrie (Bois)
Reddy Investments Sarl	Inde	Recyclage industriel
Roche (La)	Liban	Bâtiment sanitaire
Hôtel Croix du Sud	Lybie	Tourisme
Hôtel de la Plage	Mali	Tourisme
Royal Air Maroc	Maroc	Transport aérien
Bank of Africa	Maroc/France/ Pays-Bas/BOAD	Banque
Banque internationale du Bénin (BIBE)	Nigéria	Banque
Globacom	Nigéria	Télécommunications
Société nationale des ciments (SONACI)	Norvège	Industrie du ciment
EcoBank	Pan-africaine	Banque
John Walkden (Vlisco, propriété du groupe Unilever)	Pays-Bas	Textiles
Fludor Bénin S.A	Pays-Bas	Industrie de l'huile
Afokantan Bénin Cashew SA	Pays-Bas/Bénin	Agro-industrie
Oryx Bénin	Royaume-Uni	Gaz et carburant
British American Tobacco	Royaume-Uni	Tabac
Deloitte	Royaume-Uni	Cabinet d'audit
Shell Bénin	Royaume-Uni	Carburants et lubrifiants
Manufacture de cigarettes et allumettes (MANUCIA)	Royaume-Uni/ Bénin	Industrie
Bénin Marina Hôtel	Suisse	Tourisme
Mediterranean Shipping Company (MSC)	Suisse	Armateur de porte-conteneurs
SGS Bénin SA	Suisse	Vérification

Source : CNUCED, CIPB, A-ZFI, Secrétariat permanent de la Commission technique de dénationalisation et Mission économique française à Cotonou, 2008

Annexe 2

Sources d'information**Bibliographie et principaux règlements et lois applicables à l'investissement****DOCUMENTS****Organisations internationales****CNUCED**

Bénin. *Total number of Bilateral Investment Agreements concluded*, 1^{er} juin 2008.

Communiqué de presse. *Confrontés à une baisse de leurs revenus, les agriculteurs africains sont « en deuil »*, 21 mars 2007.

Communiqué de presse. *Le coton: un défi pour la politique internationale des produits de base*, 22 novembre 2005.

Domestic Financial Resource Mobilization in Africa, Bénin Case Study, avant-projet pour discussions, novembre 2007.

Examen collégial volontaire des politiques des concurrences de l'UEMOA, du Bénin et du Sénégal, 2007.

Examen de la politique de l'investissement du Bénin, New York et Genève, 2005.

Réunion d'experts sur la coopération régionale pour le transport en transit – solutions pour les pays en développement sans littoral et les pays en développement de transit. *Système d'informations du guichet unique pour le commerce extérieur (SIGUCE) au port de Cotonou*, 27-28 septembre 2007.

Fonds commun pour les produits de base, Comité consultatif international du coton. *L'amélioration de la durabilité de la production du coton en Afrique de l'Ouest et du Centre*, 2006.

Inscription d'une Organisation non gouvernementale nationale au Registre conformément à la Décision 43 (VII) du Conseil du commerce et du développement : Centre béninois pour le développement des initiatives à la base (CBDIBA), note du secrétariat de la CNUCED, 2003.

Rapport 2007 sur les pays les moins avancés, New York et Genève, 2007.

Rapport de la réunion d'experts sur la bonne gouvernance en matière de promotion de l'investissement, 2004.

Réunion préparatoire des experts des pays les moins avancés à la Douzième Session de la CNUCED, *Étude de cas du Bénin*, 2007.

The Least Developed Countries 1998 Report, Overview.

Conseil du commerce et du développement, Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, Neuvième session, point 5 à l'ordre du jour provisoire, *Summary of Deliberations of the Investment Policy Reviews of Algeria, Bénin and Sri Lanka*. Genève, 7-11 mars 2005.

WIR 2006, *Country Fact Sheet: Bénin*.

WIR 2007, *Country Fact Sheet: Bénin*.

FMI

Études économiques et financières, Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne, avril 2007.

OCDE

OECD, Bénin, 2006.

PNUD

Rapport sur la situation économique et sociale au Bénin en 2004, juin 2005.

Banque Mondiale

Bénin at a glance 2007.

Bénin. *Étude diagnostique de l'intégration commerciale* (EDIC), volume 1, 2005.

Bénin. *Une évaluation du climat des investissements*, novembre 2005.

Bénin : La Banque mondiale finance l'innovation au niveau des entreprises. Le concours Development Marketplace prime les idées de projets novatrices, Bamako (Mali), 15 novembre 2006.

Cadre intégré du Bénin : Aide-mémoire de la Mission principale, 7 mai 2004.

Communiqué de presse n° 2005/181/AFR, *La Banque mondiale approuve un financement pour le Projet gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (Nigéria, Bénin, Togo, Ghana)*, Washington, DC, 23 novembre 2004.

Communiqué de presse n° 2007/126/AFR, *Bénin : la Banque mondiale fournit un appui additionnel pour la réduction de la pauvreté*, Washington, 2 novembre 2006.

Communiqué de presse n° 2008/081/DEC, *La Banque mondiale appelle à un renouveau agricole fondé sur l'augmentation de la productivité en Afrique subsaharienne*, Washington, 19 octobre 2007.

Doing Business 2008 Bénin.
Doing Business 2008 Bénin. ECOWAS.

OMC

Organe d'examen des politiques commerciales.
Examen des politiques commerciales Bénin, Rapport du Secrétariat, WT/TPR/S/131, 24 mai 2004.

Organe d'examen des politiques commerciales.
Examen des politiques commerciales Bénin, Rapport du gouvernement, WT/TPR/S/131, 24 mai 2004.

Gouvernement du Bénin

Orientations stratégiques de développement (OSD) du Bénin (2006-2011). Le Bénin émergent, novembre 2006.

Antonin S. DOSSOU, directeur de cabinet du ministre d'État chargé de l'Économie, de la Prospective, du Développement et de l'Évaluation de l'action publique. *Les opportunités d'investissement au Bénin*, 2007.

Communication du Bénin lors de la Cinquième Conférence des Nations Unies chargée de revoir tous les aspects de l'ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives, *Application du droit et de la politique de la concurrence au secteur informel*, Antalya (Turquie), 14-18 novembre 2005.

Ministère de l'Économie et des Finances du Bénin, *Opportunités d'investissement – Le Coton et sa filière*, 2008.

Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau/Direction générale de l'énergie du Bénin, *Le Bénin : Programme de développement du biocarburant*, 2006.

Législation Béninoise et internationale

Arbitrage

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). *Acte uniforme sur le droit de l'arbitrage*, Acte uniforme du 3 décembre 1998.

Commerce et entreprises

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). *Acte uniforme portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises*, Acte adopté le 22 février 2000 et paru au JO OHADA n°10 du 20 novembre 2000.

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). *Acte uniforme sur le droit commercial*, Acte adopté le 17 avril 1997 et paru au JO OHADA n°1 du 1^{er} octobre 1997.

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). *Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique*, Acte adopté le 17 avril 1997 et paru au JO OHADA n° 2 du 1^{er} octobre 1997.

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). *Acte uniforme relatif aux contrats de transport de marchandises par route*, Acte adopté le 22 mars 2003.

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). *Règlement sur les pratiques commerciales anticoncurrentielles*, règlement n° 02/2002/CM/UEMOA du 23 mai 2002.

Commerce international

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). *Code communautaire anti-dumping*, règlement n° 09/2003/CM/UEMOA du 23 mai 2003.

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). *Code des douanes*, annexe au règlement n° 09/2001/CM/UEMOA.

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). *Tarifs des douanes*, 2002.

Faillite et sûretés

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). *Acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif*, Acte adopté le 10 avril 1998 et paru au JO OHADA n° 7 du 1^{er} juillet 1998.

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). *Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées des recouvrements et des voies d'exécution*, Acte adopté le 10 avril 1998.

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). *Acte uniforme portant organisation des sûretés*, Acte uniforme du 17 avril 1997.

Impôts

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). *Acompte sur impôt assis sur les bénéfices*, Directive n° 07/2001/CM/UEMOA du 26 novembre 2001 portant régime harmonisé de l'acompte sur impôt assis sur les bénéfices.

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). *Directive sur les droits d'accises*, Directive n° 03/98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998 portant harmonisation des législations des États membres en matière de droits d'accise.

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). *Directive TVA*, Directive n° 02/98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998 portant harmonisation des législations des États-membres en matière de TVA.

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). *Harmonisation de la taxation des produits pétroliers*, Directive n°06/2001/CM/UEMOA du 26 novembre 2001.

Investissement

La loi n° 90-002 du 9 mai 1990 portant Code des investissements, (modifiée par la loi n° 90-033 du 24 décembre 1990 et par l'ordonnance n°2008-06 du 05 novembre 2008), a pour objectif de réglementer et de stimuler les activités de production en République du Bénin.

Travail

Loi n° 98-004 du 27 janvier 1998 portant Code du travail en République du Bénin

Convention collective générale du travail du Bénin

Instituts de recherche

The Economist Intelligence Unit.
Bénin Country Profile, 2007.

The Economist Intelligence Unit.
Bénin Country Report, 2008.

Contacts

Gouvernement, institutions gouvernementales et internationales

Gouvernement du Bénin
<http://www.gouv.bj/>

Liste des ministères béninois
http://www.gouv.bj/affiche_ministere.php

Ministère des Finances
www.mdef.bj
 Masque de recherche pour n° de tél. :
http://www.mdef.bj/contact/contact_form.php

Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE), Ministère chargé de l'Économie, de la Prospective, du Développement et de l'Évaluation de l'action publique (MECEPDEAP)
 B. P. 323 RP, Cotonou, Bénin
 Directeur : Dr. Cosme Z. Vodounou,
 (229) 21 30 82 44, vodounoc@yahoo.fr
 NSO – INS : (229) 21 30 82 44, (229) 21 30 82 45,
 Téléc. : (229) 21 30 82 46
<http://www.insae.bj>

Bénin Télécoms [Ancien Office des postes de télécommunication (OPT)]
 Direction générale
 Ganhi, 01 B.P.5929, Cotonou
 Tél. : 21312045/46/47/48/49 Téléc. : 21313843
<http://www.Benintelecoms.bj/>

Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
 Avenue Jean Paul I, Cotonou
 Boîte postale : B.P. 325 Cotonou
 Tél. : (229) 31 24 66/67 Téléc. : (229) 31 24 65
 Télex : (0972) 5211 BCEAO Cotonou
 Horaires GMT + 1 : Du lundi au vendredi :
 8 h à 12 h 30 et 15 h à 18 h 30
<http://www.bceao.int/>

Banque ouest-africaine de développement (BOAD)
 Chef de mission : M. Koffi Koffi Nicolas
 Mission résidente de la BOAD au Bénin 01
 B.P. 268 RP, Immeuble BCEAO, Cotonou
 Tél. : (229) 31.59.35; téléc. : (229) 31.59.38
 Courriel : nkoffi@firstnet.bj
ybamous@firstnet.bj

Chambre de commerce et d'industrie du Bénin (CCIB)

01 B.P. 31 Cotonou
 Tél. : (229) 21 31 43 86/ 21 31 20 81/
 21 31 12 38 Téléc. : (229) 21 31 32 99
 Courriel : ccib@bow.intnet.bj
<http://www.cci.bj>

Centre de formalités des entreprises (CFE, au sein de la CCIB)
 Tél. : (229) 21 31 07 04 Fax. : (229) 21 31 07 51
<http://www.cci.bj>

Ambassade de France, Mission économique française au Bénin

Concession ex-Pairie de France
 Rue Ambassade d'Allemagne
 B.P. 966 – Cotonou, Bénin
 Tél. : (229) 21 31 26 27 ou 21 31 22 60
 Téléc. : (229) 21 31 40 27
 Courriel : cotonou@missioneco.org
 Horaires : Du lundi au vendredi
 de 8 h à 12 h 30 et de 15 h à 18 h
<http://www.missioneco.org/Benin/>

Ambassade des États-Unis au Bénin

Rue Caporal Bernard Anani
 01 B.P. 2012, Cotonou, Bénin
 Tél. : (229) 21- 30 - 06 - 50
 Téléc. : (229) 21- 30 - 06 - 70
<http://cotonou.usembassy.gov/bio.html>
 Horaires : Du lundi au jeudi : de 8 h à 12 h 30
 et de 13 h 30 à 17 h. Vendredi : de 8 h à 13 h 30

Association des banques de l'Afrique de l'Ouest (ABAO)

11 & 13 Ecowas Street - PMB 1012
 Freetown - Sierra Leone
 Tél. : 232 22 226752 Téléc. : 232 22 229024
 Courriel : sgeneral@wabao.org
<http://www.wabao.biz/home/index.html>

Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), Antenne Bénin

Pauline Atiokpe
 Courriel : patiokpe@brvm.org
 S/C Chambre de commerce et d'industrie du Bénin
 Avenue Charles de Gaulle, Cotonou 01
 B.P. 2985 Cotonou
 Tél. : (229) 21 31 21 26 Téléc. : (229) 21 31 20 77
<http://www.brvm.org/fr/presentation/antennes/Benin.htm>

Chambre consulaire régionale de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)

Croisement Avenue Augustino de Souza et
Rue de l'Entente
B.P. 401 Lomé, Togo
Tél. : (228) 223 23 70 -
Téléc. : (228) 223 23 73
Courriel : ccruemoa@togotel.net.tg

Autres organismes

OT Africa Line

Delmas Bénin (CMA-CGM Group)
01 B.P. 433,
Zone Portuaire, boulevard de France
Cotonou, Bénin
Tél. général : (+229) 21312241 / 21312119
Direct : (+229) 213111577
Mobile : (+229) 90941539
Téléc. : (+229) 21 31 59 26
Courriel : cto.amededji@african-agency.com
<http://www.otal.com/Bénin/>

Port autonome de Cotonou

Direction générale
B.P. 927 Cotonou
Tél. : (229) 315280 / 21312890 / 21312892 /
21311724 / 21312193
Téléc. : (229) 21312891
Courriel : sp@portdecotonou.com
<http://www.portdecotonou.com/indexfr.php>

Conseil national du patronat du Bénin (CNP)

06 B.P. 2036
Cotonou, Bénin
Tél. : +229 (21) 307 406
Téléc. : +229 (21) 308 322
Courriel : zanouap(at)yahoo.fr
Courriel2 : cnpBénin(at)yahoo.fr
<http://www.cnpBénin.org/>

Centrale des syndicats autonomes du Bénin (CSA)

Secrétaire général
1, boulevard St. Michel, Bourse du travail
04 B.P.1115
Cotonou, Bénin
Tél. : +229-21303182
Téléc. : +229-21302359
Courriel : csaBénin@intnet.bj

Confédération des organisations syndicales indépendantes du Bénin (COSI)

Bourse du travail 03 B.P. 1218
Cotonou, Bénin
Tél. : +229-21-332414
Téléc. : +229-21-332782
Courriel : cnhpb@intnet.bj

Confédération générale des travailleurs du Bénin (CGTB)

B.P. 06-2449 PK 3
Route de Porto Novo
Cotonou, Bénin
Tél. : +229-21-317311
Téléc. : +229-21-317310
Courriel : cgtbpdd@bow.intnet.bj

Union nationale des syndicats des travailleurs du Bénin (UNSTB)

Secrétaire général
Bourse du travail
B.P. 69
Cotonou, Bénin
Tél. : +229-21303613
Téléc. : +229-21303613
Courriel : unstb@yahoo.fr

Centre des syndicats des secteurs privés et informels du Bénin (CSPIB)

03 B.P. 2961 Jericho
Cotonou, Bénin
Tél. : +229 33 46 96
Téléc. : +229 33 53 53

Les banques au Bénin

BIBE (Banque internationale du Bénin)

Carrefour des trois banques, 03 B.P. 2098,
Cotonou
Tél. : 31 55 49
Téléc. : 31 23 65
Agence de Porto-Novo : Tél. : 21 27 22
Téléc. : 21 36 22
Agence de Parakou: Tél. : 61 08 89
Téléc. : 61 09 04
Télex : 5075 / 5074
Swift : BIBE BBJ
Courriel1 : bibe@intnet.bj
Courriel2 : bibedi@leland.bj

BOA (Bank of Africa Bénin)

Av. Jean Paul II, 08 B.P. 0879, Cotonou
 Tél. : (229) 31 32 28
 Téléc. : (229) 31 31 17
 Courriel : boabe.dex@bkofafrica.com
 Internet : www.bkofafrica.net/
 Siège social au Bénin :
 Boulevard de France, 08 B.P. 0879, Cotonou
 Tél. : (229) 31 01 74
 Téléc. : (229) 31 46 58
 Courriel1 : afhsec@bkofafrica.com
 Courriel2 : boa@bkofafrica.com (Informations)

Continental Bank Bénin

Carrefour des trois banques, avenue Pape
 Jean-Paul II, Cotonou
 Tél. : (229) 31 24 24
 Téléc. : (229) 31 51 77
 Télex : 5151CONBKB CTNOU
 Swift : COBB BJ BJ
 Courriel : contibk@intnet.bj

Diamond Bank Bénin S.A. (DBB)

308, rue Révérend Père Colineau,
 Zone commerciale Ganhi, Cotonou
 Tél. : 00 (229) 31 79 27/28
 Téléc. : 00 (229) 31 21 42
 Télex : 5022 DIAMBCTNOU
 Swift : DBLNBKBJ
 Courriel1 : mevi_carlos@yahoo.com (Mevi Carlos)
 Courriel2 : pgaccrombessy@yahoo.com (Patrick
 Accrombessy)
 Internet : www.diamondbank.com

Ecobank

Rue du Gouverneur Bayol, 01 B.P. 1280, Cotonou
 Tél. : 31 40 23
 Téléc. : 31 33 85
 Télex : 539 ECOBNK
 Swift : ECOBJJ
 Courriel : ecobankbj@ecobank.com
 Internet : www.ecobank.com

Financial Bank

Immeuble Adjibi, rue Cdt Decœur, 01 B.P. 2700,
 Cotonou
 Tél. : 31 31 00 / 04
 Téléc. : 31 31 02
 Télex : 5280
 Courriel : fbbcti@leland.bj

FINADEV (guichet microfinance de Financial Bank)

01 B.P. 2700, Cotonou
 Tél. : 229 310662 ou 335885
 Téléc. : 229 313100 ou 3373705220-1a street s e
 calgary
 Courriel1 : finadev@Béninweb.org (LELONG
 Patrick - D.G)
 Courriel2 : finadev2002@yahoo.fr (Claire AMELI-
 NA - D.G.A)
 Internet : www.Béninweb.org/finadev/

Caisse nationale d'épargne

Cadjèhoun, Route Inter-état Cotonou/Lomé,
 Cotonou
 Tél. : 30 18 35 / 30 08 62
 Téléc. : 31 38 43
 Télex : 5206

Crédit du Bénin

Route de Porto-Novo, PK 2,5 B.P. 06-172,
 Cotonou
 Tél. : 33 43 42
 Téléc. : 33 43 45

Crédit Promotion Bénin

Rue B. Durand Atinkanmey, B.P. 03 1672,
 Cotonou
 Tél. : 31 31 44
 Téléc. : 31 31 66
 Télex : 5026 CPB

Équibail (établissement financier spécialisé)

Av. Jean Paul II, 08 B.P. 690, Cotonou
 Tél. : 229 31 11 45
 Téléc. : 229 31 46 58
 Internet :
www.bkofafrica.net/CONTACTS/NOS_CONTACTS.htm

Annexe 3

Jours fériés et jours de travail

Les jours fériés

Dates	Manifestation
1 ^{er} janvier	Jour de l'an
6 janvier	Épiphanie
10 janvier	Fête des vaudous
5 avril 2009	
28 mars 2010	
17 avril 2011	Fête des rameaux
12 avril 2009	
4 avril 2010	
24 avril 2011	Fête de Pâques
13 avril 2009	
5 avril 2010	
25 avril 2011	Lundi de Pâques
1 ^{er} mai	Fête du travail
21 mai 2009	
13 mai 2010	
02 juin 2011	Ascension
31 mai 2009	
23 mai 2010	
12 juin 2011	Pentecôte
1 ^{er} juin 2009	
24 mai 2010	
13 juin 2011	Lundi de Pentecôte
1 ^{er} août	Fête nationale (indépendance)
15 août	Assomption
1 ^{er} novembre	Toussaint
25 décembre	Fête de Noël

Les jours et horaires de travail

Institutions	Jours de travail	Horaires
Institutions publiques	du lundi au vendredi	de 8 h 30 à 12 h 30 et de 15 h 30 à 18 h 30
Institutions privées	du lundi au vendredi	de 8 h 30 à 12 h 30 et de 15 h 30 à 18 h 30

Repos hebdomadaire : samedi et dimanche

Annexe 4

55

Privatisation Liste des sociétés d'état et offices privatisés 30 avril 2009

Entreprise	Repreneur	Année	Prix de cession (en FCFA)	Observations
Secteur : Transport				
Société de ravitaillement des navires (RAVINAR)	Privés béninois	1988	75 millions	
Société nationale d'équipement (SONAE)	Groupe Fadoul	1988	320 millions	
Société des transports	SEG (Bénin) du Zou (SOTRAZ)	1993	42 millions	Reprise de 35 agents sur 45 à la signature du contrat
Unité-Pistes du Carder Atlantique	Sté Adeotti & fils (Bénin)	1993	151 millions	Participation du personnel de la fonction publique.
Relais de l'aéroport	Sté Fagbohoun & fils	1994	213 millions	Reprise de la totalité du personnel
Entrepôt frigorifique n° 2	Groupelement AMT (Jeunes diplômés sans emploi)	1996	25 millions	Unité désaffectée, cédée pour récupération de pièces
Secteur : Agriculture				
Abattoirs de Cotonou/(ex-OBEPEP) Porto-Novu	Agroplus (France)	1991	5 250 FCFA/t 150 FCFA/bête	Contrat résilié
Usine d'engrais de Godomey	Hydrochem (France)	1994	360 millions	Cession des actifs dans le cadre de la liquidation de la SEB
Usine de concentré de tomate de Natitingou	Sté IF & CG (Bénin)	1995	107 millions	Unité arrêtée depuis 1986
Maïserie de Bohicon	Socia-Bénin S.A.	1995	345 millions	Unité jamais mise en service
Usine de noix de Cajou de Parakou	Agrical-Bénin S.A.	1995	142 millions 4,41 millions /an	Unité arrêtée depuis 1987. Cession des actifs 5 % récoltes et affermage de deux deux plantations
Complexe agrumicole de Za- Allahè	Société IF & CG (Bénin) Richard Awonou	1999	73 millions + 5 + 5,5 millions /an + 11 % val. récolte	
Affermage vingt (20) plantations domaniales d'anacardiers	Sadaic-Bénin S.A.	1996	24,58 millions /an	Contrat d'affermage 12 % récoltes
SONAPRA	M. Patrice Talon	2008	11,7 millions	Cession partielle de 33,5 % à M. Tallon. 66,5 % reste avec l'Etat. Une société d'économie mixte dénommée Société pour le Développement du Coton (SODECO) est créée.

Entreprise	Repreneur	Année	Prix de cession (en FCFA)	Observations
Secteur : Industrie				
Industrie béninoise de textile (IBETEX)	COTEB État béninois 36 % Partenaire Belge (UCO)	1988	500 millions	Départ des partenaires belges. Cession des actions aux privés actuellement en cours de réhabilitation
Société béninoise destextiles (SOBETEX)	Groupe Shaeffer (France)	1990	282 millions	Rachat des 49 % d'actions de l'État 20 % des actions réservées aux nationaux
Manufacture de cigarettes et d'allumettes (MANUCIA)	Rothmans International (Grande Bretagne) /SOBETA	1990	1 376 millions	Reprise de 124 agents sur 145. Paiement au Trésor d'une taxe de 10 % du prix de cigarettes
Société nationale des ciments (SONACI)	CIMBÉNIN/ Scancem Norvège)	1990	4 245 millions	Reprise de la totalité des 163 agents. Rétrocession de 20 % du capital social à des privés béninois, dont 5 % au personnel à des conditions privilégiées
Société des ciments du Bénin (SCB)	Groupe Amida (France)	1991	1 100 millions	Rachat des 50 % d'actions de l'État. Reprise de la totalité des 167 agents. Rétrocession de 25 % des actions aux nationaux et de 5 % aux travailleurs
Société nationale pour l'industrie des corps gras (SONICOG)	SIFCA (Côte d'Ivoire) L'Aiglon (Suisse)	1997	5 060 millions	Cinq huileries et une savonnerie; maintien des effectifs en place. Usine actuellement en manque de matières premières et subissant une concurrence externe accrue
Société nationale pour l'industrie des corps gras (SONICOG)	L'Aiglon (Suisse)	1997	1 005 millions	Centre de stockage et d'embarquement des huiles
Société nationale pour l'industrie des corps gras (SONICOG)	IBCG	1951	934 915 FCFA	L'ensemble du personnel affecté à l'huilerie mixte de Cotonou repris, ainsi qu'une partie du personnel rattaché à la Direction de la SONICOG. Bail emphytéotique
	L'Aiglon (M. Kagnassy)		400 millions FCFA	Huilerie de Hinvi Tout le personnel repris

Entreprise	Repreneur	Année	Prix de cession (en FCFA)	Observations
	Coda-BÉNIN/ Gbadamasi Moucharafou		1 120 millions	Huilerie d'Agonvi Tout le personnel repris ainsi qu'une partie du personnel rattaché à la Direction générale
	L'Aiglon		150 millions	Huilerie de Houin-Agamè Tout le personnel repris ainsi qu'une partie du personnel rattaché à la Direction générale
	L'Aiglon/Kagnassy		440 millions	Savonnerie de Porto-Novo Tout le personnel repris ainsi qu'une partie du personnel rattaché à la Direction générale
Société nationale de commercialisation de produits pétroliers (SONACOP)	Abh, La Continentale EAO AGP, Total, Aricoché	1998	973,93 millions	Cession de 41 stations- service réparties en 7 lots
	La Continentale des pétroles et d'investissements (CPI-Bénin) Fagbohoun	1999	9 750 millions	Cession de 65 % du capital social (investisseurs : 55 %, salariés: 10 %)
Brasserie d'Abomey (ex-La Béninoise)	Tassor/Pilsner Urquell-IBB (Industrie béninoise de brasserie)	1999	2 750 millions Montant jamais payé	Cession des actifs industriels (unité inachevée). Cession jamais finalisée et pendante au tribunal. Promesse de création de 354 nouveaux emplois. Contrat de cession résilié pour non-paiement du coût de cession
Centre de stockage depétrole brut de Sèmè-Kraké	La Continentale des pétroles et d'investissements (Bénin) Fagbohoun	1999	938 millions	Cession des installations du parc de stockage et bail emphytéotique pour le terrain de 7 ha
Complexe cimentier d'Onigbolo (SCO), bi-étatique (Bénin-Nigéria)	Groupe SCB-Lafarge (France)	1999	1 800 millions/an	Le Nigéria vient de céder ses actions à une société privée de droit nigérian
Société sucrière de Savè (SSS) bi-étatique (Bénin-Nigéria)	Groupe chinois Complant	2003	1 000 millions/an	Actuellement gérée par le Groupe SOCOBE (Chinois)
Secteur : Culture				
Salles de cinéma	Mastersoft (Bénin)	1994	14,4 millions	Location-gérance

Entreprise	Repreneur	Année	Prix de cession (en FCFA)	Observations
Secteur : Tourisme				
Agence de voyage et de tourisme (Cobenam)	Repreneur privé béninois (Rawab/ Sitrexci)	1993	45 millions	Reprise de 4 agents
Hôtel Croix du Sud	Repris par le Groupe lybien/ Laaico	2007	3 000 millions	Cession du fonds de terre + fonds de commerce, ainsi que reprise de tous les travailleurs (76) dès la mise en service du nouvel hôtel
Hôtel de la Plage	Groupe malien Azalaï Hôtel	2007	1 060 millions	Cession du fonds de commerce et du fonds de terre en pleine propriété. Pose de la première pierre pour la reconstruction de l'hôtel le 2 août 2007. Reprise de 63 agents dès la mise en service du nouvel hôtel
Bénin - Marina Hôtel	Groupe BMD-Investment	2004	4 200 millions	Cession du fonds de terre + fonds de commerce, ainsi que reprise de tous les travailleurs (76) dès la mise en service du nouvel hôtel. Le programme des investissements prévus dans la convention de cession pour la réhabilitation de l'hôtel n'a pas été exécuté. Reprise de l'ensemble du personnel (244 agents)

